COP21 PARIS . DÉCEMBRE 2015

AU-DELÀ DE PARIS, D'AUTRES VOIES :

SOLIDARITÉ, MOUVEMENTS ET ACTIONS POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

CHERCHEUSES, CHERCHEURS ET ORGANISATIONS CONTRIBUTRICES (ORDRE ALPHABÉTIQUE):

PATRICK BOND UNIVERSITY KWA-ZULU NATAL, CENTRE FOR CIVIL SOCIETY, SOUTH AFRICA

SARAH BRACKING UNIVERSITY KWA-ZULU NATAL, SOUTH AFRICA AND UNIVERSITY OF MANCHESTER, UK

JOANNA CABELLO AND TAMRA GILBERTSON
CARBON TRADE WATCH (EDS.)

MICHAEL K. DORSEY CLUB OF ROME

ALMUTH ERNSTING AND RACHEL SMOLKER BIOFUELWATCH

ELENA GEREBIZZA RE:COMMON, ITALY

SOUMITRA GHOSH MAUSAM, INDIA

TOM GOLDTOOTH,
INDIGENOUS ENVIRONMENTAL NETWORK

CENSAT AGUA VIVA - FOE COLOMBIA

LARRY LOHMANN THE CORNER HOUSE, UK

DANIELA MEIRELLES FASE – ES, BRAZIL

WALLY MENNE TIMBERWATCH, SOUTH AFRICA

CAMILA MORENO BRAZIL

ANNE PETERMANN
GLOBAL JUSTICE ECOLOGY PROJECT, US

ISAAC ROJAS AND LUCIA ORTIZ
COECOCEIBA - FOE, COSTA RICA

IVONNE YANEZ ACCIÓN ECOLÓGICA, ECUADOR

WORLD RAINFOREST MOVEMENT URUGUAY

ÉDITEURS: **JOANNA CABELLO AND TAMRA GILBERTSON**

TRADUCTION: **ELENA DE MUNNO, RAQUEL NÚÑEZ MUTTER AND TAMRA GILBERTSON**

DESIGN: **RICARDO SANTOS**

NOVEMBRE 2015

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION CARBON TRADE WATCH 4

SECTION I

1 LES SAVOIRS INDIGÉNES CONTRE LA COLONISATION ET LA DESTRUCTION DE LA TERRE-MÉR TOM GOLDTOOTH 9

2 UN APPEL AUX FEMMES QUI NE VEULENT PAS BRÛLER DANIELA MEIRELLES 13

3 LE VENT TOURNE : LA LUTTE POUR LAISSER LE PÉTROLE DANS LE SOUS-SOL S'ENTOURE D'UN NOUVEAU CLIMAT IVONNE YANEZ 14

4 FACE À LA CATASTROPHE CLIMATIQUE, L'ACTION DIRECTE EST L'ANTIDOTE CONTRE LE DÉSESPOIR ANNE PETERMANN 16

5 LES INJUSTICES QUE COMPORTE LA SCIENCE CLIMATIQUE LARRY LOHMANN 19

6 LES HABITS VERTS DE L'EMPEREUR L'ÉCONOMIE VERTE : UNE NOUVELLE SOURCE D'ACCUMULATION PRIMITIVE CAMILA MORENO 21

7 QU'EST-CE QUE LA FINANCIÉRISATION DE LA NATURE ET QUELS EN SONT LES EFFETS ? ISAAC ROJAS ET LUCíA ORTIZ 25

SECTION II

8 L'ÉCHANGE D'ÉMISSIONS RENAÎT CHEZ LES GRANDS POLLUEURS DE DEUXIÈME GÉNÉRATION PATRICK BOND 28

9 "L'ÂGE D'OR DU GAZ" : L'UE S'ENGAGE SUR UNE VOIE DESTRUCTRICE ELENA GEREBIZZA 33

10 LES POURPARLERS SUR LE CLIMAT PROPOSENT DES SOLUTIONS FAUSSES ! CENSAT COLOMBIE 35

11 LES FORÊTS ET LEURS PEUPLES : LA LUTTE CONTRE UNE DÉFINITION 'À BUT LUCRATIF' WORLD RAINFOREST MOVEMENT 37

12 LES CONTRADICTIONS DU SYSTÈME REDD WALLY MENNE 40

13 LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INDE SUR REDD+ : LES MENSONGES DE TOUJOURS VÊTUS DE NEUF SOUMITRA GHOSH 42

14 MANIPULATION GÉNÉTIQUE DE LA VIE : L'ILLUSION D'UNE 'BIO-ÉCONOMIE' RACHEL SMOLKER 45

15 LA BIOÉNERGIE INDUSTRIELLE, UNE SOLUTION FAUSSE ET DANGEREUSE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ALMUTH ERNSTING 48

16 POUR S'ÉVADER DE LA PRISON NÉOLIBÉRALE DU 20e SIÈCLE : QUE DOIVENT FAIRE AU 21e SIÈCLE LES ORGANISATIONS POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE AVEC LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT ? SARAH BRACKING ET M. K. DORSEY 51

INTRODUCTION

Carbon Trade Watch

Plus de vingt ans se sont écoulés depuis que les gouvernements qui font partie de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont commencé à parler de la crise climatique imminente. Tous les ans, nous voyons que les discussions portent de moins en moins sur l'identification des causes profondes du dérèglement du climat, tandis que les effets de celui-ci touchent de plus en plus de peuples et de régions. Chaque réunion de la Convention fait davantage de place à la participation des transnationales, et réduit d'autant celle des victimes directes des politiques climatiques proposées. Malgré les campagnes et les vidéos « écologistes » et sophistiquées dont s'accompagnent ces politiques, les pourparlers sur le climat continuent de se centrer sur le sauvetage de l'économie de libre-échange au profit de ceux qui ont tous les atouts en main : les institutions financières et les transnationales les plus puissantes. Or, celles-là mêmes sont responsables de la destruction des forêts, des rivières, de la diversité et des territoires, de la violation des droits humains et collectifs, et les principales pollueuses et pillardes de la Terre.

La crise climatique représente une menace réelle pour le système économique actuel, fondé sur l'extraction et la production continuelle de combustibles fossiles et de « ressources naturelles » telles que les sols, les minerais, le bois et les aliments. Si les pourparlers avaient pour but de s'attaquer sérieusement au changement climatique, ils devraient examiner les nombreux moyens de faire la transition vers des systèmes économiques différents qui permettent de laisser les combustibles fossiles sous terre, de respecter les territoires et les moyens d'existence des peuples, et de remplacer la litanie de la consommation par des discours et des procédés plus locaux, divers et collectifs. Or, une fois de plus et avec davantage de violence, les pouvoirs hégémoniques et colonialistes ferment les portes, imposent des projets, créent de nouveaux « ajustements structurels » et finissent par nuire à ceux qui sont les moins coupables des taux de pollution historiques et actuels, et qui souffrent le plus de leurs effets.

L'idée que nous pouvons maintenir le même système économique est d'une fausseté sans remède ; soutenue par les gros pollueurs, elle est intrinsèquement liée à l'appropriation de terres et de moyens de subsistance, surtout dans les pays du Sud. Néanmoins, des mécanismes comme le marché du carbone, qui favorisent la logique extractiviste et libre-échangiste, continuent d'être présentés comme des « solutions » programmatiques unilatérales pour atténuer le changement climatique et combattre le déboisement et la perte de biodiversité. Qu'il s'agisse de commercialiser du carbone ou de compenser la diminution des forêts et de la diversité, dans tous les cas la crise climatique a été transformée en possibilité d'affaires, aggravant ainsi les effets de cette crise, déjà ressentis en particulier par ceux qui en sont le moins responsables. Les débats sur les molécules de carbone comptabilisées, « stockées » ou « déplacées » d'un endroit à un autre conspirent contre les débats sur la nécessité de se détourner de l'extraction, des structures de pouvoir injustes et de l'oppression. Sans même identifier les causes du changement climatique, les négociations internationales sur le climat s'efforcent d'assurer l'expansion du système économique hégémonique et de récompenser les pollueurs.

La conséquence est que les « politiques climatiques » (autrement dit, les politiques économiques) financent les industries et les pollueurs les plus destructeurs, souvent en anéantissant des initiatives authentiquement efficaces qui favorisent la subsistance des communautés et maintiennent les combustibles fossiles sous terre.

De surcroît, ces politiques climatiques contribuent au processus de « financiérisation de la nature », qui présuppose l'individualisation et la quantification des cycles et des fonctions de la Terre – comme les cycles du carbone et de l'eau et les fonctions de la biodiversité – pour en faire

des « unités » ou des « titres » susceptibles d'être vendus sur les marchés financiers et spéculatifs. En adoptant les cadres juridiques nécessaires pour mettre en place ces marchés, les gouvernements ont fourni aussi une « infrastructure » pour la négociation de nouveaux « instruments » financiers tels que les produits dérivés, les fonds spéculatifs et d'autres encore. Tandis que les marchés financiers accroissent leur influence sur les politiques économiques, la « financiérisation de la nature » va plus loin qu'un processus de privatisation, car elle attribue la gestion aux marchés financiers dont le seul souci est d'accumuler toujours plus de capital.

LE COMMERCE DU CARBONE COMME POINT DE RÉFÉRENCE

Le commerce du carbone part de la supposition que si l'on fixe un prix au dioxyde de carbone (c'est-à-dire à la pollution), celui-ci sera (économiquement) évalué et contrôlable. Toutes les autres « valeurs » extérieures à l'économie hégémonique sont rejetées. Le commerce des « unités » de pollution suggère que la capacité de la Terre de recycler le carbone devrait être traitée comme un produit mesurable et homogène. Les autres gaz à effet de serre, comme le méthane et l'oxyde d'azote, deviennent « équivalents » au dioxyde de carbone, pour qu'il n'y ait qu'un seul type de produit à commercialiser. Ces équivalences artificielles permettent les échanges entre divers gaz, emplacements, technologies et moments, de sorte que les industries ont suffisamment de latitude pour développer leurs activités dans des structures légales et faire les mêmes choses pour lesquelles, auparavant, elles auraient été sanctionnées, condamnées à payer des amendes ou au moins considérées comme destructrices et polluantes. Avec le marché du carbone, ces industries peuvent se dire « vertes », « neutres en carbone » ou « durables ».

Afin de permettre l'expansion des activités polluantes, le commerce du carbone a généré une autre vague d'impositions grâce à la mise en œuvre de projets qui « économisent » les émissions, ou de projets censés « compenser » la pollution ailleurs. Par exemple, une plantation industrielle à grande échelle créée dans un pays du Sud peut, en arguant que les arbres « emmagasinent » du carbone, générer des « crédits carbone » qu'elle vendra sur le marché d'émissions et, simultanément, elle peut « compenser » la pollution produite, par exemple, par une raffinerie de pétrole dans un quelconque pays du Nord. Cependant, la compensation ne fait rien pour réduire la pollution, et il est impossible dans les faits de vérifier si elle atténue vraiment le changement climatique. En plus, il a été largement documenté que les projets de compensation ont des répercussions sociales et environnementales sur les territoires des communautés traditionnelles et des peuples autochtones.[1]

Aussi bien pour les décideurs qui s'occupent des intérêts des lobbys d'entreprise que pour les ONG écologistes et les agences multilatérales comme la Banque mondiale, l'expansion d'une logique de marché spéculatif grâce aux pourparlers climatiques a rapporté des bénéfices exceptionnels aux grands pollueurs et aux contrepartistes financiers, tout en s'avérant absolument inefficace et injuste. Malgré ses défauts évidents, le système européen d'échange de quotas d'émissions (ETS), le plus grand marché du carbone « qui fonctionne », a servi de modèle à d'autres systèmes d'échange d'émissions.[2] Depuis 2013, de nouveaux marchés du carbone ont été introduits en Californie, au Kazakhstan, au Mexique, au Québec, en Corée et en Chine, et ils continuent de se multiplier.

En fait, ce qui a de la valeur est ce qui peut être transformé en argent, et les discussions de l'ONU sur le climat portent davantage sur la manière de calmer les grandes entreprises et de maintenir des rapports de pouvoir injustes, que sur les causes réelles du changement climatique. Cela impose une vision colonialiste et néolibérale du monde, un monde où chaque cycle de la Terre peut être séparé des territoires et quantifié en unités homogènes que l'on pourra « recréer », « remplacer », « déplacer » ou « restaurer » en fonction de « valeurs » économiques liées au coût.

Les négociations qui auront lieu fin 2015 sont désignées pour aboutir à la signature d'un accord qui étendra la logique de l'économie de marché à tous les cycles et fonctions de la Terre. Cela inclut une plus forte financiérisation de la planète, en appliquant le discours et la méthode utilisés pour le carbone aux forêts, aux sols, à la biodiversité, à l'eau et aux océans. Ce processus avance rapidement et devrait rapporter encore plus aux banques, aux ONG écologistes, à la Banque mondiale et aux transnationales.

Que pouvons-nous faire ? Nous pouvons commencer par reconnaître que les négociations sur le climat sont en train d'empirer la situation. Nous devons penser au-delà de la CCNUCC et rester activement solidaires avec ceux qui luttent sur la ligne de front contre les criminels du climat et de l'environnement, tout en défendant leurs territoires. Beaucoup de communautés et d'organisations du monde entier s'opposent depuis des générations aux combustibles fossiles, aux infrastructures, à la fabrication de pâte et de papier et à d'autres industries destructives. Nous devons écouter ce qu'ils disent depuis longtemps et de diverses manières. Le renforcement d'une solidarité radicale avec les mouvements sociaux et les communautés qui résistent peut être une manière d'avancer. La résistance existe, et ce depuis longtemps. Il ne s'agit pas de « construire un mouvement », mais de savoir comment accroître le soutien politique, s'engager dans la résistance où que nous soyons, comment nous associer, collaborer et coopérer avec les mouvements, comment tirer des leçons des succès et des échecs, comment faire que ces combats soient les nôtres, comment nous arrêter pour écouter, écouter vraiment, et apprendre !

EN MARGE

Cette brochure ne porte pas sur les prochains pourparlers climatiques en eux-mêmes, mais sur les années de lutte, de passion et d'engagement pour la justice environnementale, sociale et climatique. L'idée est de réfléchir et de transmettre le résultat aux générations futures. Les écrits que vous trouverez dans les pages suivantes ont été produits par des activistes, des chercheurs, des érudits, des féministes et des penseurs solides et engagés. Ces personnes expérimentées travaillent dans de vastes réseaux de peuples et d'organisations dynamiques, et repoussent sans cesse les limites de la quête de la justice. La présente brochure tâche de contribuer à mieux faire connaître les causes profondes du changement climatique, au-delà de la fausseté des négociations de la CCNUCC et de l'actuel battage médiatique.

La première section commence par une importante réflexion de Tom Boldtooth sur le point de départ de la politique indigène, qui est basée sur le respect de la Terre-Mère. Son texte montre comment cette vision s'oppose radicalement à la « financiérisation » de la nature et à la marchandisation de la Terre. Ensuite, *L'appel aux femmes qui ne veulent pas brûler*, de Daniella Meirelles, est un appel critique à l'action et un message pour tous. Ivonne Yáñez brosse un tableau puissant à partir de l'appel du réseau international Oilwatch à laisser les combustibles dans le sous-sol, et propose de créer un espace où ceux qui luttent sur le terrain contre les causes du changement climatique, des gens dont la plupart appartiennent à des communautés indigènes et locales, puissent se faire entendre et avoir de l'influence sur les instances internationales. Les réflexions pleines de bon sens d'Anne Petermann sur les COP passées nous laissent songeurs ; exclue des prochaines COP, elle appelle à l'action directe comme antidote contre le désespoir. Larry Lohmann va plus loin, une fois de plus, et parle de nos rapports avec la science climatique tout en nous exhortant à repérer et à écouter d'autres formes de connaissance. Camila Moreno réfléchit sur la dépolitisation des débats, et sur leur réduction à une simple « gestion » de molécules de carbone, suscitée par les discours et les pratiques concernant « l'économie verte ». Et finalement, la vision critique de la « financiérisation de la nature » qui est au centre de l'article d'Isaac Rojas et Lucia Ortiz complète la section en affirmant que nous sommes tous la Nature.

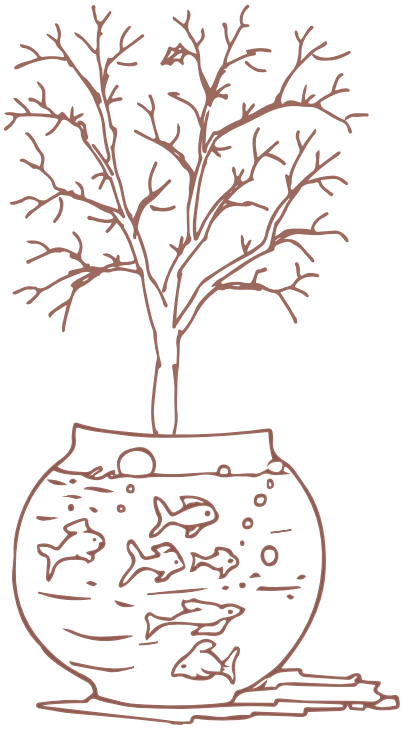
La seconde section décrit certains mécanismes, débattus et défendus dans les négociations de l'ONU sur le climat, qui joueront un rôle primordial dans l'accord sur l'après 2020 prévu pour les pourparlers à Paris. Patrick Bond nous offre une critique saisissante du commerce du carbone, dont la complexité et l'histoire sont des obstacles à surmonter. Elena Gerebizza explique comment les transnationales pétrolières se préparent à un accord sur le climat, en prenant comme exemple l'oléoduc de 3 500 kilomètres qui s'étendra entre l'Azerbaïdjan et l'Italie, sous prétexte de « sécurité énergétique ». CENSAT Colombie dénonce ensuite les impacts des projets de compensation sur les territoires. En outre, l'équipe du Mouvement mondial pour les forêts tropicales explique pourquoi la définition de forêt qu'utilisent l'ONU, la FAO et d'autres agences multilatérales prête à de fortes controverses et encourage l'expansion des plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture. À ce sujet, une question fondamentale débattue dans les pourparlers sur le climat est le système REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts), qui vise à négocier le carbone « stocké » dans les arbres. Fort de son expérience avec Timberwatch en Afrique du Sud, Wally Menne passe en revue certains problèmes graves que pose ce système, tandis que Soumitra Ghosh décrit les conflits provoqués par REDD en Inde, les problèmes de l'approche gouvernementale et la résistance des communautés. Rachel Smolker va plus loin et, après avoir décrit les illusions de la « bio-économie », elle évoque les dangers d'un avenir génétiquement manipulé ; de son côté, Almuth Ernsting pose clairement les problèmes que comporte la promotion de l'industrie des « biocarburants », en particulier celle qui produit des *chips* de bois pour alimenter les centrales électriques à charbon d'Europe. Et pour finir, Sarah Bracking et M. K. Dorsey complètent la section par une critique des problèmes inhérents au Fonds vert pour le climat.

Les mouvements pour la justice climatique sont divers mais ils partent d'un même principe fondamental : la reconnaissance que les dangers que comporte le changement climatique sont une conséquence des rapports de pouvoir économiques et sociaux inégalitaires et colonialistes. Chaque fois que nous entendons parler d'une « solution » au problème du climat, nous devons nous poser les questions suivantes : qui va en profiter ? À qui cela va nuire ? Quels en sont les effets sur l'environnement, les territoires et les populations ? Où intervient la justice climatique ? Nous espérons que cette brochure suscitera des réflexions et contribuera à construire des mouvements plus forts, plus divers et plus radicaux, qui lutteront non seulement contre les causes profondes du changement climatique, mais aussi contre les « solutions » que nous imposent ceux qui ont du pouvoir.

1 Voir, par exemple, Coelho, R., Cabello, J. et Gilbertson, T. (2014), Extractive Energy: How the EU ETS exacerbates climate change, Carbon Trade Watch, http://www.carbontradewatch.org/downloads/publications/Extractive_energy_report.pdf ; Gilbertson, T. et Reyes, O. (2009), Carbon Trading: How it Works and Why It Fails, Critical Currents no. 7, http://es.scribd.com/doc/23494095/Carbon-Trading-How-it-works-and-why-it-fails.

2 Voir, par exemple, la déclaration "Scrap the ETS", signée par plus de 100 organisations, réseaux et mouvements du monde entier, http://scrap-the-eu-ets.makenoise.org/KV/category/language/french/.

SECTION 1



1 LES SAVOIRS INDIGÈNES CONTRE LA COLONISATION ET LA DESTRUCTION DE LA TERRE-MÈRE

Tom Goldtooth, Indigenous Environmental Network

Tous les êtres humains ont deux choses en commun : ils marchent sur deux jambes et ils ont à chaque main cinq doigts qui fonctionnent ensemble. On nous apprend dès l'enfance à considérer ces mains et ces doigts comme des dons du Créateur. La cosmovision indigène nous apprend que chaque doigt doit être solidaire des autres et que l'ensemble des doigts et des mains doit nous servir à nous aider les uns les autres, en nous respectant mutuellement.

En plus d'être des bipèdes, nous sommes doués d'un esprit qui a la capacité de raisonner et d'arriver à comprendre les choses. Cet esprit est un don du Créateur qui nous permet de trouver des manières de vivre ensemble et de façon durable sur cette planète que j'appelle Terre-Mère. Nous, cette espèce à deux jambes – les êtres humains – ne sommes pas seuls. Nous partageons la Terre-Mère avec de nombreuses formes de vie, animées et inanimées. De l'eau des grands océans aux arbres indigènes et au moindre rocher, du plus petit organisme aux plus grands animaux, nous sommes tous apparentés. Cette relation avec le caractère sacré de notre Terre-Mère et avec tous ses enfants définit les rapports spirituels, culturels, sociaux, économiques et même politiques que nous avons avec les autres et avec la vie dans son ensemble.

Ce que je viens de dire est considéré comme le savoir traditionnel des peuples autochtones. Cette connaissance me vient des Navajo *Dine* du Sud-ouest, le peuple de mes grands-mères maternelles, et de ma famille *Hunka* des *Dakota* du Lac Sacré, du Minnesota où j'habite. Grâce à ce savoir traditionnel, nos peuples ont pu développer des modes de vie, des valeurs et des philosophies qui nous ont permis de vivre en équilibre et de façon durable pendant des millénaires.

Je travaille avec de nombreux peuples autochtones du monde entier, sur des questions de justice environnementale et climatique qui touchent aux droits des Nations indigènes. Depuis 1998, notre organisation, le Réseau environnemental indigène, a participé à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) en apportant notre vision locale et nationale d'un climat en évolution et en appliquant les connaissances indigènes à la recherche de solutions globales réelles pour atténuer le dérèglement du climat et pour s'y adapter.

Les peuples indigènes font face à de nombreux défis : de fortes modifications de l'environnement, un climat changeant, des phénomènes météorologiques extrêmes, un développement énergétique accéléré, et tout ce qui est lié à la poussée permanente pour la mondialisation économique et pour la permanence des modes de développement occidentaux, malgré les signes d'effondrement financier et d'épuisement des ressources naturelles qui se manifestent dans le monde entier.

L'exploitation des combustibles fossiles est en train d'augmenter dans les territoires indigènes, dans les terres, l'eau et les mers. Rien n'a changé : le pétrole, le charbon, le gaz naturel et le gaz de schiste obtenu par fracturation hydraulique se développent dans les terres et territoires indigènes et dans leur voisinage, bien que la science climatique attribue aux activités humaines, comme la combustion de carburants d'origine fossile, la production d'encore plus de gaz à effet de serre qui s'accumulent dans l'atmosphère.

D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), nous devons laisser dans le sous-sol 80 %, soit plus des deux tiers, des réserves de pétrole, de charbon et de gaz.[1] De nombreux pays du monde s'apprêtent à adopter un nouvel accord climatique international à l'issue de la Conférence des Parties à la CCNUCC (COP 21) qui se tiendra à Paris en décembre 2015. En vue de ce nouvel accord international, les pays sont convenus d'expliciter les mesures qu'ils ont l'intention d'appliquer après 2020. Dénommées « contributions prévues déterminées au niveau national » (INDC), ces mesures montreront si le monde est décidé ou non à arriver à un accord ambitieux en 2015 et à s'engager sur la voie de l'avenir sans combustibles fossiles dont on a tellement besoin. Or, dans leur ensemble, les actuelles INDC ne suffisent pas à éviter un changement climatique catastrophique. Je n'y ai trouvé que de fausses solutions.

Aussi bien la CCNUCC, avec les principaux pays industrialisés du Nord, que l'industrie des combustibles fossiles, veulent légitimer leur programme commun, qui vise à perpétuer le capitalisme basé sur les combustibles fossiles, au moyen de mécanismes fondés sur le marché, dont l'échange d'émissions, les compensations et le système REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts), au lieu de mettre en œuvre des solutions réelles de la crise climatique.

Les peuples indigènes qui participent aux pourparlers climatiques de la CCNUCC et à d'autres réunions de l'ONU, comme la Convention sur la diversité biologique, sont sur la ligne de front contre une structure de pouvoir qui minimise l'importance des cosmologies, des philosophies et des visions du monde indigènes. Ces structures de pouvoir résident dans le processus de l'ONU, dans les inégalités propres aux pays industrialisés et dans les pays émergents, avec le financement de la Banque mondiale et d'autres institutions financières, et avec les investissements du secteur privé.

Ces entités fonctionnent suivant un système économique qui chosifie, mercantilise et privatise la terre, l'eau, l'air, les forêts, les plantes et presque toutes les formes de vie, et qui leur fixe un prix. Tout ceci est contraire aux conceptions indigènes. La subordination de la Trame de la Vie aux contraintes du marché et la croissance du système dirigé par les grandes entreprises érodent les principaux moyens d'existence qu'offre cette planète, enracinés dans la diversité de la vie. Dès que nous parlons des systèmes indigènes, nous nous heurtons à une structure de pouvoir qui ridiculise et minimise l'importance des cosmologies, des philosophies et des visions du monde indigènes. Dans les systèmes économiques et coloniaux, les peuples indigènes sont forcés à participer au marché mondial sans avoir rien d'autre à négocier que les ressources naturelles dont nous dépendons pour survivre.

Depuis toujours, de nombreux peuples indigènes du monde ont vu de leurs propres yeux comment le monde industriel transformait en marchandises la terre, la nourriture, la main-d'œuvre, les forêts, l'eau, les gènes et les idées, et privatisait même nos savoirs traditionnels. L'échange d'émissions, la compensation et d'autres systèmes de type commercial suivent les traces de cette histoire et transforment la capacité sacrée de notre Terre-Mère de recycler le carbone en une propriété qui peut être vendue et achetée sur le marché mondial. Grâce à la création d'un nouveau produit – le carbone – la capacité de la Terre-Mère de maintenir un climat favorable à la survie de tous les êtres et de l'être humain est transférée aux mêmes entreprises qui sont en train de détruire le climat.

L'échange d'émissions ne contribuera pas à protéger le climat de la Terre. C'est une fausse solution qui comporte beaucoup de risques, y compris le danger de creuser et d'aggraver les inégalités sociales et les violations des droits de l'homme. Du point de vue indigène, il s'agit d'une violation pure et simple du sacré.

En 1992, pendant le Sommet de la Terre des Nations Unies tenu à Rio de Janeiro, au Brésil, les gouvernements du monde convinrent de repenser le développement économique et de trouver des manières d'enrayer la destruction de ressources naturelles irremplaçables et la pollution de la Terre-Mère. Cela

incluait d'examiner les rapports entre les droits de l'homme, la démographie, le développement social, les femmes et les établissements humains – et le besoin d'un développement respectueux de l'environnement. C'est à Rio de Janeiro, en 1992, que les scientifiques informèrent de leurs découvertes concernant le réchauffement planétaire et le changement climatique. À Rio de Janeiro, en 1992, le Sommet de la Terre parlait du besoin de sources d'énergie alternatives pour remplacer les combustibles fossiles ; à l'époque, on commençait à associer les causes du changement climatique à la combustion de combustibles fossiles. Vingt ans plus tard, de retour à Rio de Janeiro, lors du Sommet de la Terre Rio+20, les leaders mondiaux se réunirent encore pour examiner les progrès accomplis pour sauver la planète en adoptant des moyens de développement durables. Or, ce que notre alliance mondiale de peuples indigènes et les mouvements pour la justice climatique purent constater, ce fut une poussée en faveur d'une « économie verte » présentée partout comme la clé de la survie de la planète et la recette à la mode pour un développement durable.

Pourtant, cette « économie verte » n'est que le capitalisme appliqué à la nature. C'est une tentative plus extrême des transnationales, des industries extractives et des gouvernements, surtout de ceux des pays industrialisés du Nord, pour développer de nouveaux moyens de tirer profit de la Création. On y parvient en privatisant, en mercantilisant et en vendant toutes les formes de vie et même le ciel, y compris l'air que nous respirons et l'eau que nous buvons. Pourtant, tous ces éléments sont sacrés. La privatisation s'applique aux gènes, aux plantes, aux semences traditionnelles, aux arbres, aux animaux, aux poissons, à la diversité biologique et culturelle, aux écosystèmes et aux connaissances traditionnelles qui rendent possible et agréable la vie sur la Terre-Mère.

Cette « économie verte » fixe un prix monétaire à la nature et crée de nouveaux marchés de produits dérivés. Dans mon analyse, ce régime ne fera qu'accélérer la destruction de la Terre-Mère. Il a été dit à maintes reprises, par de nombreuses personnes sensibilisées aux problèmes de la planète, que nous ne pouvons pas confier à des mécanismes financiers spéculatifs l'avenir de la nature et de l'humanité. Les initiatives programmatiques de l'ONU financées par la Banque mondiale, comme le système REDD+ qui utilise les forêts, la conservation et l'agriculture comme compensations de carbone, en sont des exemples. Il existe aussi d'autres systèmes basés sur le marché, qui utilisent la conservation et la compensation de biodiversité et les mécanismes de paiement pour services écologiques (PSE).

Dans l'État de Californie, aux États-Unis, nous avons organisé l'opposition à l'application de la législation sur le système de plafond et échange qui permet de compenser les émissions de carbone et de méthane en utilisant les forêts d'Amérique centrale, de l'Amazonie, d'Afrique et d'autres « juridictions partenaires » sub-nationales comme des « éponges » à carbone, au profit des industries polluantes comme Chevron et Shell. Cette initiative REDD états-unienne ne réduit pas les émissions et la pollution toxique à la source, mais fonctionne comme une forme extrême de maquillage écologiste. Des communautés urbaines telles que Richmond, en Californie, où vivent des familles de couleur et à faibles revenus, sont entourées de raffineries de pétrole. Cela ne fait qu'aggraver les problèmes de justice environnementale de ceux qui habitent près de ces raffineries polluantes, et qui finissent par souffrir d'asthme, de défauts de naissance, de cancer et de dépression. Cette initiative REDD interne prolonge ces effets nuisibles en mettant à la disposition des entreprises polluantes la compensation, c'est-à-dire le moyen d'éviter de réduire leurs émissions à la source.

Les projets de type REDD et les projets de compensation de carbone sont déjà en train de causer des violations des droits de l'homme, l'appropriation de terres et la destruction environnementale. Si le système REDD est mis en œuvre dans le monde entier, il risque d'ouvrir la porte au plus fort accaparement de terres des 500 dernières années. Tout comme la doctrine de la découverte fut utilisée pour justifier le colonialisme en arguant que les peuples indigènes n'avaient pas d'âme et que leur territoire était *terra nullius* (terre sans maître), les systèmes

actuels d'échange et de compensation de carbone, tels que REDD, inventent des prémisses également malhonnêtes pour justifier cette nouvelle poussée de colonisation et de privatisation de la nature.

Selon la perception indigène du monde, toute la création est vivante et imprégnée de l'intelligence du Créateur. Bien que chaque atome et chaque particule soient individuels, nous faisons tous partie d'un ensemble intégré. Cela suppose l'existence d'une création dont chaque partie prend soin de toutes les autres. Aucune partie ne se situe plus haut que les autres. Aucune ne domine sur les autres. Nous n'avons pas été mis ici pour être les « intendants » de quoi que ce soit. Nous avons tous été créés pour vivre en une relation harmonieuse, alerte, affectueuse et intelligente avec tous les autres aspects de la création. Tel est le sens du *Mitakuye Owasin*, « toutes mes relations », des nations *Lakota*, *Nakota* et *Dakota*. C'est le pouvoir du « bon esprit » dans la cosmologie des nations des *Iroquois*.

La Terre-Mère est la source de vie qu'il faut protéger, et non une ressource à exploiter et à transformer en « capital naturel ». L'accord de la COP 21 à Paris est un nouveau coup dur néolibéral des capitalistes qui considèrent la Terre-Mère comme un capital naturel et comme une affaire en cours de liquidation.

Nous souffrons du manque d'harmonie quand nous voyons que l'ordre naturel de la Création est déshonoré et que la Terre-Mère et toute la vie qu'elle contient sont continuellement colonisées et dégradées. Ces rapports indissolubles entre les êtres humains et la Terre, inhérents aux peuples indigènes, doivent être appris, embrassés et respectés par tous, pour toutes les générations futures et pour toute l'humanité. Je vous exhorte, j'exhorte toute l'humanité à vous unir à nous pour transformer les structures sociales, les institutions et les rapports de pouvoir qui sous-tendent les situations d'oppression et d'exploitation.

Nous devons agir pour que l'humanité ne devienne pas une colonialiste du carbone qui vend l'air que nous respirons et privatise la Terre et le Ciel. Pour rétablir l'équilibre de la Terre, nous devons remplacer la philosophie qui consiste à dominer la nature par une relation de compréhension, de respect des lois naturelles et d'amour pour la beauté de l'énergie créative féminine de la Terre-Mère. Le Droit de la Terre reconnaît que nous n'avons qu'une Terre-Mère. Nous devons rester ensemble et solidaires pour la protéger et pour protéger les générations futures.

1 Agence internationale de l'énergie: World Energy Outlook 2012 - Résumé. Novembre 2012. http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/French.pdf.

Le climat se réchauffe. Si la température de l'atmosphère augmente de 2° C ou plus, les conditions seront désastreuses pour la vie sur la planète.

Les rapports se détériorent. Si nous continuons à hésiter, les rapports humains entre les hommes et les femmes, entre les groupes, les peuples et la Terre seront définitivement compromis.

La responsabilité de cette crise est commune, mais à des degrés différents. Dans le cas du changement climatique, les pays situés dans le Nord en sont plus responsables parce qu'ils ont imposé un système de consommation et de production toxique qui aboutit à la pollution.

Dans le cas des rapports humains, le sexisme a provoqué l'inégalité et créé un empire où une hiérarchie d'hommes blancs, occidentaux et urbains gouverne les femmes. Le même système d'exploitation et de domination est appliqué à la nature et aux femmes. L'oppression est capitaliste et patriarcale. C'est la violence contre la vie.

Le capitalisme se développe et les dernières frontières sont maintenant les cycles et les éléments de la nature, les femmes et les peuples traditionnels. À partir de la nature, ce système a créé une situation de servitude et d'obligation, qui aboutit à l'accumulation. La photosynthèse des arbres, les soins à la charge des femmes et la conservation par les peuples traditionnels, par exemple, servent au capital, sont transformés en produits commercialisables et font l'objet de spéculation. Telle est la « solution » présentée à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique !

En fait, il s'agit de la plus longue déclaration internationale qui fasse passer le capital avant la vie. Les causes essentielles du changement climatique, à savoir le pouvoir sexiste et macho et, en particulier, la combustion de combustibles fossiles, deviennent secondaires. Bien que le problème mette en danger toute la vie sur la planète, ces gens-là semblent préférer la destruction, plutôt que de mettre en péril la machine capitaliste créée par l'homme.

C'est cette énergie qui met en mouvement la machine mondiale et qui fait tourner les roues du capitalisme. Mais le système basé sur les combustibles fossiles épuise l'énergie humaine, gaspille notre potentiel et conspire même contre les sources essentielles d'énergie, spirituelles, culturelles et alimentaires.

2 UN APPEL AUX FEMMES QUI NE VEULENT PAS BRÛLER

Daniela Meirelles,
FASE-ES, Brésil

Il est facile de voir les effets que ces projets de développement à grande échelle ont sur les femmes d'Espírito Santo, Brésil : l'invasion de territoires par des installations pétrolières et des plantations d'eucalyptus ; la forte incidence de la violence due à l'énorme contingent d'hommes qui viennent travailler dans ces projets ; la restriction et la pollution des cultures agricoles et de la pêche qui compromettent la sécurité alimentaire des foyers ; la diminution de la biodiversité ; la désagrégation de la famille ; les conflits communautaires provoqués par les entreprises ; l'exposition à des produits chimiques et à des polluants qui augmentent l'incidence des maladies ; le travail rare, précaire et mal payé ; les projets de compensation isolés du contexte ; la difficulté de trouver du logement dans les villes ; l'industrialisation de l'éducation et de la santé ; la dévaluation et l'invisibilité des savoirs et de la créativité des femmes.

Ce n'est pas par hasard qu'Espírito Santo, deuxième producteur de pétrole du pays et champion de la production de pâte à papier (Aracruz / Fibria), est aussi le premier au Brésil en matière de violence contre les femmes.

Il est urgent d'arrêter l'expansion de l'exploitation. Comment le faire ? En se faisant l'écho des féministes des années 1980 : « Nous avons le droit de dire NON ! » Nous devons formuler un plan visant à la décroissance et à la décélération. Et, bien entendu, nous devons mettre en pratique des options autres que la machine capitaliste patriarcale.

La croissance illimitée est impossible sur une planète limitée. Si la roue inventée ne tourne pas de façon correcte, il vaut mieux en inventer une autre. Ce qu'il nous faut, c'est pouvoir librement aimer, désirer, choisir, donner notre avis, servir, cultiver, vénérer, créer, semer, produire, décider d'enfanter, expérimenter, changer, nourrir, soigner, planter, pêcher, échanger, partager, commercer, exprimer, communiquer, éduquer, produire et reproduire. Nous avons besoin de vivre bien. Toute la vie de la planète dépend de nous.

3 LE VENT TOURNE : LA LUTTE POUR LAISSER LE PÉTROLE DANS LE SOUS-SOL S'ENTOURE D'UN NOUVEAU CLIMAT

Ivonne Yánez

De la COP 1 qui eut lieu à Berlin en 1995 à la COP 20 *qui s'est tenue* à Lima, 20 an*nées sont passées.* D'innombrables rencontres formelles ont eu lieu dans le cadre de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques (CCNUCC) pendant cette période. En plus des Conférences des Parties (COP), il y a eu des réunions des diverses commissions, des groupes de travail, des groupes d'experts, des organes subsidiaires, etc. Les délégués des pays ont pris près de 400 « décisions » et adopté plus de 35 « résolutions ». Ils ont signé des mandats, des déclarations ministérielles, le Protocole de Kyoto, des plans d'action, des accords, des traités, des accords-cadres, des feuilles de route, des plans de travail, des passerelles et des appels à l'action ; ils ont approuvé des directives, engagé des fonds, dessiné des formulaires et pris bien d'autres mesures, soi-disant pour s'attaquer au changement climatique.[1]

Malgré cet étalage impressionnant de bureaucratie, de temps et d'argent, au cours de ces 20 années les émissions de gaz à effet de serre ont régulièrement augmenté. Des milliers de délégués, accompagnés d'une foule de consultants, se sont débrouillés de façon scandaleuse pour détourner l'attention des solutions réelles. Dans la pratique, les conférences de la CCNUCC ont été des conventions d'affaires qui ont permis de continuer à brûler des combustibles fossiles et qui ont offert des occasions pour tirer profit de la crise climatique. Pour ces raisons parmi d'autres, nous sommes nombreux à affirmer que tout ce qui a été accompli au cours des COP et de leurs événements satellites a été illégitime et injuste, une farce et, surtout, un mauvais tour joué à l'humanité.

À Kyoto, en 1997, le réseau Oilwatch publia sa première déclaration de position, où il demandait un moratoire sur la prospection pétrolière, en tant que mesure concrète et ferme pour lutter contre le réchauffement planétaire, et critiquait en même temps les solutions basées sur le marché que l'on ébauchait à l'époque. Plus tard, en 2005 à Montréal, un appel international demandait de laisser le pétrole dans le sous-sol et de protéger les peuples qui sont victimes de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon dans leurs terres et territoires et qui, en plus, se voient confrontés au changement climatique.[2]

Aujourd'hui, des centaines d'organisations et d'institutions du monde entier ont fini par accepter cette proposition. Il est généralement reconnu que, pour éviter une catastrophe environnementale et sociale, il faut laisser dans le sous-sol au moins deux tiers des réserves confirmées de combustibles fossiles.

Cependant, les apparences sont trompeuses. Cette campagne fait l'objet d'au moins trois interprétations discutables qu'il faut comprendre du point de vue stratégique pour pouvoir avancer vers une civilisation post-pétrolière.

D'abord, il est possible que la campagne pour laisser inexploités 70 % des combustibles fossiles soit utilisée – ou même dirigée en partie – par une fraction du secteur pétrolier pour faire monter le prix du pétrole sur le marché international. Il est possible aussi qu'un bon nombre de ceux qui encouragent cette campagne pour laisser inexploités deux tiers des combustibles fossiles aient des rapports au marché du carbone et ne recherchent qu'un prix du pétrole stable et solide.

Le deuxième problème est que le mouvement pour une civilisation post-pétrolière reste parfois attaché au discours sur une augmentation acceptable de la température ou sur une quantité tolérable de « parties par million de CO_2 ». Aussi bien des fonctionnaires gouvernementaux que des organisations indépendantes ont tendance à se centrer sur les scénarios du GIEC et sur des calculs de ce genre. Cela sert les intérêts des plans d'atténuation associés aux marchés du carbone, aux services environnementaux et à d'autres solutions fausses propres à l'économie « verte ».

Troisièmement, nombreux sont ceux qui espèrent encore que les représentants des États et des gouvernements prendront un jour ou l'autre des mesures efficaces, peut-être même à Paris lors de la COP 21. Certains observateurs s'attendent même à ce que des gens comme Bill Gates montrent la voie vers des solutions.

Ces tendances sont en train de faire oublier le besoin de parler des véritables causes du changement climatique et du capitalisme, de la transformation de la production et de la consommation basée sur la dépendance du pétrole, de la justice environnementale et sociale, de la démocratie et des droits de la nature. Or,

c'est dans ce contexte que les propositions de laisser le pétrole dans le sous-sol et de s'acheminer vers une société post-pétrolière doivent être débattues.

L'initiative Yasuni-ITT lancée par les mouvements sociaux de l'Équateur était un projet pionnier dont le but était de s'attaquer à ces problèmes, mais il était trop hardi pour être accepté dans les pourparlers sur le climat, et trop radical pour le gouvernement équatorien. Néanmoins, cette proposition a préparé le terrain pour la situation actuelle. L'histoire de l'action nationale et internationale en matière de changement climatique peut être divisée en deux époques : avant Yasuni et après Yasuni.

Comment pouvons-nous faire pour saisir ce moment passionnant où il a été proposé de « laisser le pétrole dans le sous-sol », sans tomber dans les pièges des secteurs commerciaux et financiers ou de ceux qui défendent le capitalisme « vert » ?

Oilwatch lança la campagne mondiale pour laisser le pétrole dans le sous-sol, et doit en rester un acteur-clé.3 Sa proposition provocante pour Paris, pour les mouvements qui luttent contre le changement climatique et pour le changement des systèmes d'extraction, de suraccumulation et de consommation, s'intitule « Annexe 0 ».

La CCNUCC répartit les pays en deux groupes au moins : les Annexe I et les non-Annexe I. Les pays de l'Annexe I étaient censés réduire leurs émissions, tandis que les autres n'étaient pas considérés comme principaux responsables des émissions historiques. Or, on suppose que l'accord de Paris obligera tous les pays, ceux du Nord comme ceux du Sud, à prendre des mesures d'atténuation.

L'un des problèmes est que ces arrangements ne reconnaissent pas l'existence d'autres acteurs d'importance cruciale, qui ont l'aptitude et la disposition à accélérer les changements nécessaires pour protéger le climat mondial. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une Annexe 0 qui comprenne, par exemple, les nations indigènes, les espaces nationaux et les localités qui font des efforts concrets pour résoudre la crise climatique. La CCNUCC devrait reconnaître ces groupes comme autant de Parties, et non comme de simples observateurs de ses processus.

Après tout, c'est au niveau de cette « Annexe 0 » que l'on est en train de prendre les mesures les plus importantes pour lutter contre le changement climatique, pour éviter l'extraction de davantage de pétrole, de gaz et de charbon, et pour donner des exemples de ce que peut être la vie en utilisant peu de combustibles fossiles.

Dans le cadre de notre proposition d'une Annexe 0, nous devons cesser de parler, une fois pour toutes, des émissions de carbone. Ne parlons pas des 2 800 GtC qui existent dans le sous-sol, ni des 565 GtC que « nous pourrions » encore émettre. Qui définit ce budget ? Qui s'en sert, et dans quel but ? Si ces questions ne peuvent pas être démocratiquement débattues, il vaudra mieux abandonner tout simplement cette terminologie dangereuse du « budget carbone ». Il vaudrait mieux que le GIEC parle de l'équivalence en barils de pétrole, plutôt qu'en tonnes de CO2, et qu'il crée en même temps deux autres scénarios, l'un à partir de la supposition que 70 % des réserves de combustibles fossiles restent inexploitées, et l'autre en supposant que 100 % de ces combustibles restent sous terre. On verrait ensuite quelles en seraient les conclusions.

Nous savons à peu près quelles sont les réserves de combustibles fossiles qui restent. Nous savons qu'au moins 70 % de ces combustibles devraient rester sous terre. Si l'on traduisait les émissions en barils de pétrole, en mètres cubes de gaz ou en tonnes de charbon, les discussions sur les quantités se rapprocheraient davantage de la réalité. Le défi consisterait à décider quels combustibles fossiles seraient les premiers à *ne pas* exploiter, et où. Cette décision ne sera pas prise par les Nations Unies : les peuples sont déjà en train de la prendre.

Una campagne mondiale pour laisser le pétrole dans le sous-sol doit faire plus qu'éliminer les subventions à l'industrie pétrolière ou qu'investir dans de l'énergie propre et souveraine. Elle doit aussi protéger ceux qui contribuent, de façon concrète et pratique, à mettre en œuvre cette initiative. Il faut rendre visibles les peuples de l'Annexe 0 et reconnaître leurs contributions. Ils ne doivent pas être criminalisés mais récompensés de leur engagement.

Ivonne Yánez
ACCIÓN ECOLÓGICA
Quito, Juin 2015

1 CCNUCC, A Brief Overview of Decisions. http://unfccc.int/documentation/decisions/items/2964.php Page consultée le 11 juin 2015.

2 OILWATCH. Déclarations. http://www.oilwatchsudamerica.org/documentos/26-declaraciones.html.

3 http://www.amazoniaporlavida.org/es/La-propuesta/ OJO: ESTE LINK FUE RECHAZADO POR EL ANTIVIRUS AVG

4 FACE À LA CATASTROPHE CLIMATIQUE, L'ACTION DIRECTE EST L'ANTIDOTE CONTRE LE DÉSESPOIR OU: POURQUOI L'ONU EST PIRE QU'INUTILE

Anne Petermann

Ma première Conférence de l'ONU sur le climat fut celle de 2004 à Buenos Aires, et ma dernière celle de 2011, où je fus définitivement exclue des COP sur le climat suite à une action directe d'occupation à Durban, en Afrique du Sud.

Or, dans les faits je reste impliquée dans les Conférences climatiques de l'ONU grâce au travail auquel je consacre le plus clair de mon temps, et qui consiste à combattre la si dangereuse manipulation génétique des arbres.

En 2003, la Conférence de l'ONU sur le climat décida que les arbres GM pourraient être utilisés dans des plantations forestières destinées à compenser les émissions de gaz à effet de serre. Pourquoi ? Parce que, comme la Norvège voulait les faire interdire et que le Brésil et la Chine les avaient bloqués, c'était une manière de les faire entrer par la petite porte. Voilà un cas de dysfonctionnement de la Convention de l'ONU sur le climat.

Mais ce ne fut qu'en 2007 que l'ONU et la Banque mondiale annoncèrent le lancement de l'initiative « Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts », ou REDD, en une conférence de presse où était présent le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick. Zoellick est un des principaux collaborateurs du « Projet pour un nouveau siècle américain », qui vise à promouvoir le leadership mondial des États-Unis après l'effondrement de l'Union soviétique, et qui orchestra la guerre en Irak en 2003.

Et pourtant il était à Bali, en Indonésie, pendant la Conférence de l'ONU sur le climat, et parlait du besoin de protéger les forêts pour enrayer le changement climatique. Pourquoi faisait-il cela ?

Parce que le système REDD permet de ne rien changer en couvrant tout d'un vernis écologiste. Il permet à des transnationales comme Chevron, au lieu de réduire leurs émissions à la source, d'acheter des forêts dans les pays du Sud, pour que ces forêts « absorbent » leur pollution.

En fait, REDD crée les conditions nécessaires pour voler les terres les plus écologiquement diverses qui restent sur la planète à ceux qui les ont toujours protégées : les peuples indigènes qui habitent les forêts et qui en dépendent pour leur existence. Cette proposition fut contestée presque quotidiennement pendant les deux semaines de la conférence.

À la fin de la conférence de Bali, des organisations, des mouvements sociaux et des peuples indigènes du monde entier formèrent Climate Justice Now! (CJN), afin d'exiger que la crise climatique soit traitée en appliquant une approche basée sur la justice et appropriée du point de vue environnemental.

Deux années plus tard, la Conférence sur le climat devait commencer à Copenhague, au Danemark, le 30 novembre 2009, le jour du dixième anniversaire de la fermeture historique de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, aux USA. L'échec de l'OMC à Seattle avait été un moment décisif pour le mouvement mondial contre la mondialisation économique.

Nous avions prévu de profiter de cet anniversaire de bon augure pour donner de l'élan à une action de masse à Copenhague.

Nos plans furent annoncés au cours d'une conférence de presse pendant la Conférence de l'ONU sur le climat de 2008, à Poznań, en Pologne.

Le lendemain, l'ONU ajourna d'une semaine le début de la conférence de Copenhague.

Lors de la conférence de presse, Climate Justice Now! publia une forte déclaration contre l'ONU, intitulée « Un programme radicalement nouveau est nécessaire pour atteindre la justice climatique » :

> *Nous ne pourrons pas freiner le changement climatique si nous ne changeons pas l'économie néolibérale et basée sur les grandes entreprises, qui nous empêche de construire des sociétés durables. Il faut mettre fin à la mondialisation.*
>
> *La solution de la crise climatique ne proviendra ni des pays industrialisés ni des grandes entreprises. Les solutions efficaces et durables proviendront de ceux qui ont protégé l'environnement : les peuples autochtones, les femmes, les paysans, les agriculteurs familiaux, les pêcheurs, les communautés tributaires des forêts, les jeunes et les communautés des pays du Sud et du Nord marginalisées et atteintes par la crise.*
>
> *Nous nous retrouvons à un carrefour. Nous demandons un changement de cap radical, pour que la justice climatique et les droits des personnes soient au centre de ces négociations.*

L'année suivante, à Copenhague, Climate Justice Now! et Climate Justice Action, un réseau créé pour coordonner des actions directes autour de la Conférence, organisèrent la marche « Reclaim Power! ». Des délégations nationales, des organisateurs et d'autres encore, menés par les peuples indigènes, quittèrent les lieux pour protester contre l'absence d'actions significatives et justes et contre l'impossibilité de s'exprimer, tandis que des milliers de personnes essayaient de franchir les barrières policières à l'extérieur du centre de conférences.

Pendant ce temps, dans la salle des négociations, les États-Unis soudoyaient et menaçaient d'autres pays pour qu'ils accompagnent le désastreux « accord de Copenhague » qu'Obama avait négocié en secret, mais le Venezuela et la Bolivie refusèrent de capituler et l'accord ne fut pas approuvé.

À l'issue de la catastrophe de Copenhague, CJN! publia une déclaration intitulée **Un appel pour un « changement systémique plutôt que climatique » unifie le mouvement mondial** :

> *Les élites gouvernementales et commerciales réunies ici, à Copenhague, n'ont fait aucun effort pour répondre aux attentes du monde. Les fausses solutions et les transnationales ont absolument détourné le processus des Nations Unies. Pratiquement toutes les propositions débattues à Copenhague visaient à créer des possibilités de gain, plutôt qu'à réduire les émissions. Les seules discussions portant sur des solutions réelles ont été celles des mouvements sociaux.*
>
> *Une manifestation organisée avec des syndicats danois, des mouvements et des ONG, a mobilisé plus de 100 000 personnes au Danemark pour exiger la justice climatique, tandis que des mouvements sociaux du monde entier mobilisaient des centaines de milliers de personnes au cours de manifestations locales pour la justice climatique.*
>
> *Si Copenhague a été une catastrophe en matière de solutions justes et équitables de la crise climatique, la bataille pour la justice climatique y a vécu un moment décisif. Les gouvernements des élites n'ont aucune solution à proposer, mais le mouvement pour la justice climatique a apporté une vision ferme et des alternatives claires.*

Pendant les deux Conférences suivantes, à Cancún, Mexique, et à Durban, Afrique du Sud, l'ONU prit des mesures sévères contre les opposants. Toute manifestation devait être autorisée, sans quoi les participants seraient expulsés. Le port d'un t-shirt avec un message non approuvé suffisait à vous faire perdre votre accréditation.

Ceci aboutit à l'occupation de la salle de Durban par des jeunes, et à l'exclusion définitive de mon collègue et de moi-même.

Et l'année suivante, la Conférence de l'ONU sur le climat eut lieu à Doha, au Qatar, tout comme l'OMC.

Peut-on espérer que l'ONU prenne des mesures réelles, efficaces et justes sur le changement climatique cette année à Paris ? Non.

Va-t-elle favoriser de fausses solutions dangereuses et axées sur le profit, qui mettront en péril la vie des gens et détruiront encore plus les systèmes qui soutiennent la vie sur la planète ? Oui.

Est-il possible de changer ce système bien établi ? Il le faut, car nous n'avons pas d'autre choix.

Nous avons vu le pouvoir qu'acquièrent les gens quand ils refusent d'obéir, quand ils s'emparent de la structure de pouvoir par des moyens créatifs et directs, quand ils se lèvent pour défendre leurs droits.

Les gens sont en train de risquer leurs vies pour défendre leurs communautés et leurs terres contre les ravages du changement climatique, contre les principaux responsables de la crise et les fausses solutions comme les biocarburants. Par exemple, les agriculteurs honduriens et les peuples autochtones indonésiens se révoltent contre les plantations de palmiers à huile, en dépit de la violente répression, des meurtres et de la perte de leurs territoires et moyens d'existence. Les agriculteurs mexicains luttent contre les fermes éoliennes industrielles. Les Innus du Québec s'organisent pour empêcher la construction d'énormes barrages hydroélectriques qui inonderaient leurs terres ancestrales. Les Tupinikim et les Guaranis du Brésil coupent les plantations industrielles d'eucalyptus pour reconstruire leurs villages traditionnels et, quand le gouvernement y met le feu, ils reviennent et les reconstruisent encore. Au Kenya, les femmes rurales apprennent ensemble à cultiver des aliments traditionnels pour devenir moins dépendantes de l'aide alimentaire qui vient souvent sous la forme d'OGM, et pour mieux résister au changement climatique.

Et La Vía Campesina est en train d'organiser les petits agriculteurs du monde qui pratiquent l'agriculture traditionnelle et qui nourrissent les peuples tout en refroidissant la planète.

Il existe des milliers d'exemples tout aussi inspirateurs.

Ceux d'entre nous qui ont participé au mouvement, qui ont fait de la prison, savent qu'il est très stimulant d'agir pour ce qu'on croit et de ne pas reculer. De prendre des risques. De dire non.

Parce que l'action directe est l'antidote contre le désespoir.

5 LES INJUSTICES QUE COMPORTE LA SCIENCE CLIMATIQUE

Larry Lohmann[1]

Quelques articles de cette brochure décrivent la distribution injuste des effets du changement climatique. D'autres analysent les injustices commises au nom de « l'atténuation » de ce changement et « l'adaptation » à ses effets. Le présent chapitre est légèrement différent. Il parle des injustices inhérentes à la science climatique dominante et de l'influence de cette science sur la façon dont nous abordons le climat lui-même. Il parle aussi de la possibilité que les activistes modifient leur position à l'égard de cette science afin de constituer de meilleures alliances.

Il est fréquent que les activistes pour le climat citent la science climatique comme justification de leurs actions. Et pour cause ! Il est vrai que tout le monde n'a pas besoin des experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat pour savoir que le réchauffement planétaire est quelque chose de très grave. Les habitants du delta du Gange, qui ont vu leurs maisons disparaître dans l'eau, savent déjà ce qui est en jeu. Les petits agriculteurs qui voient ce qui arrive aux plantes et aux animaux n'ont pas forcément besoin d'instruments de laboratoire pour savoir que quelque chose ne va pas. Mais quand il s'agit de convaincre les intellectuels des classes moyennes de l'échelle mondiale du problème, on peut difficilement éviter de faire appel aux modèles de circulation générale (MCG) informatisés, basés sur des techniques et des réseaux de collecte de données qui ont requis plus d'un siècle de travail climatologique minutieux.[2]

À titre d'exemple, le processus de « changement climatique » que montrent les MCG ne distingue pas le « CO_2 de subsistance » du « CO2 de luxe », ou les émissions de l'agriculture indigène de celles de la combustion de combustibles fossiles.3 Laissant de côté les politiques des entreprises pétrolières, l'asservissement des travailleurs ou l'oppression des femmes, les MCG situent constamment les causes et les responsabilités du changement climatique soit au niveau moléculaire, soit au niveau d'un observateur imaginaire qui « conduirait » la machine climatique comme un amateur de trains miniature penché sur son jeu. Ce conducteur n'est rien d'autre qu'une version simplifiée de l'*anthropos* qu'on trouve dans le terme « changement climatique d'origine anthropique ».

Pour les climatologues, cette tendance n'est pas une affaire de choix individuel. Elle ne découle pas seulement de la poussée capitaliste pour créer et isoler des êtres humains « non naturels » qui puissent fabriquer des produits à partir d'êtres que l'on prend bon soin de considérer comme « non humains ». Elle fait partie aussi de la généalogie propre aux modèles climatiques, dont on peut suivre la trace à travers les temps de la guerre froide, avec la cybernétique, l'analyse de systèmes et les simulations informatiques de la dynamique non linéaire des fluides des explosions nucléaires ; à travers l'époque de la Deuxième Guerre mondiale, avec les servomécanismes pour commander l'artillerie, et finalement pendant la Révolution industrielle, avec les régulateurs de vitesse requis par les moteurs à vapeur.[4]

Que se passe-t-il quand ce climat rigoureusement « non social » devient d'une instabilité dangereuse et qu'il s'avère nécessaire de faire quelque chose à ce sujet ? Il faut le rebrancher sur la politique humaine. Mais comment ? Toute l'activité de modélisation a requis d'ignorer les millions de liens entre le réchauffement planétaire et – par exemple – l'hégémonie du capitalisme des fossiles et la lutte contre les biens communs.[5] Rien que pour réinsérer ces deux petits objets dénommés « CO_2 de subsistance » et « CO2 de luxe » dans l'équation climatique il faudrait ouvrir la climatologie à des négociations sur ce qu'est la subsistance et ce qu'est le luxe, négociations que ni les leaders politiques ni leurs conseillers scientifiques n'ont beaucoup d'intérêt à entreprendre. C'est comme si un chirurgien,

après avoir tranché le cerveau et la moelle épinière d'une personne, essayait de les remettre en place et de les rattacher, neurone par neurone, au reste du corps.

Il est bien plus facile d'esquiver le problème. Réduisez le changement climatique à un phénomène exclusivement « naturel » et vous réduirez simultanément l'humanité à un phénomène « non naturel » simplifié, libre de son insertion dans le non-humain – un peu comme l'amateur avec son train miniature. Une fois le problème du climat réduit au niveau des molécules, le moyen évident de le relier à la société est de l'associer à des régulateurs imaginaires de molécules, dont les motivations finales peuvent être exprimées en chiffres : 350 parties par million, ou une augmentation de la température de 1,5° C.

D'où le discours fantasmagorique des Nations Unies et « l'économie verte », qui met au premier plan non pas les centaines de millions de travailleurs et de patrons empêtrés dans des machines alimentées par des combustibles fossiles, ni les détenteurs de droits fonciers et de baux emphytéotiques qui se disputent avec ténacité l'extraction, mais des « leaders mondiaux » censément tout-puissants, des économistes et des petits comptables qui « découvrent » que le prix du carbone, d'une manière ou d'une autre, empêche l'accumulation de molécules de CO2 sans avoir aucune incidence sur la lutte de classes.

Quel rapport y a-t-il entre tout ceci et la justice ? Chaque migrant qui arrive en Europe ou en Amérique du Nord parce qu'il a été déplacé par des plantations d'agrocarburants soi-disant « neutres en carbone » est non seulement un réfugié du climat, mais aussi une victime de l'injustice que l'on trouve entrelacée dans la structure même de la science climatique d'après laquelle, quand il s'agit de causer ou d'éviter une catastrophe, une molécule de CO2 est pareille à l'autre. Chaque peuple forestier qui se retrouve chargé de la responsabilité d'utiliser son territoire de manière à compenser des émissions industrielles qu'il n'a pas du tout contribué à créer est opprimé par cette même climatologie. Chaque argument scientifique en faveur de nouvelles façons de rendre opérationnels des êtres censément non humains – par exemple, an appliquant la géo-ingénierie aux océans pour accroître leur absorption de carbone – est aussi insultant pour les peuples autochtones que les invasions colonialistes du dernier millénaire.

Faut-il pour autant rejeter la science climatique ? Non, comme il ne faut pas non plus que la reconnaissance des injustices inhérentes à la législation de chaque pays nous pousse à ignorer les tribunaux, à refuser d'engager des avocats ou à mettre le feu aux facultés de droit. Le monde que le capital essaie constamment de bifurquer en une société monolithique et une nature monolithique – parfois avec succès – est un des mondes que nous occupons. Pour cette raison même, il doit être une des cibles de la lutte populaire. Attirer l'attention vers les tendances injustes de la science climatique ne signifie pas souhaiter une science sans tendance aucune, basée sur une « nature » épurée, mais exiger une science mieux orientée, consciente de sa place dans l'évolution de *socio*-natures plus démocratiques. C'est comprendre que les injustices politiques inhérentes à la climatologie sont les points faibles de cette science. Les activistes du climat devraient se considérer non pas comme les émissaires inconditionnels de la toute dernière climatologie auprès des « leaders politiques », mais comme des gens qui recherchent un changement politique, dans la science et ailleurs.

1 Larry Lohmann collabore avec The Corner House, une organisation de recherche et de solidarité basée au Royaume-Uni. Ses autres écrits sur le climat figurent à l'adresse www.thecornerhouse.org.uk.

2 Paul Edwards, A Vast Machine: Computer Models, Climate Data, and the Politics of Global Warming, Cambridge, MA: MIT Press, 2013.

3 Anil Agarwal et Sunita Narain, Global Warming in an Unequal World, New Delhi: Centre for Science and Environment, 1991.

4 Fernando Elichirigoity, Planet Management: Limits to Growth, Computer Simulation, and the Emergence of Global Spaces, Evanston: Northwestern University Press, 1999; James R. Beniger, The Control Revolution: Technological and Economic Origins of the Information Society, Cambridge, MA: Harvard University Press, 1986.

5 Andreas Malm, Fossil Capital: The Rise of Steam-Power in the British Cotton Industry c. 1828-1840 and the Roots of Global Warming, thèse de doctorat, Lund University, 2014.

6 LES HABITS VERTS DE L'EMPEREUR

L'ÉCONOMIE VERTE : UNE NOUVELLE SOURCE D'ACCUMULATION PRIMITIVE

Camila Moreno[1]

Ces dernières années, et en particulier depuis la crise financière de 2008, le terme 'Économie verte' est devenu le centre autour duquel se réorganise le discours hégémonique.

La propagation de l'économie verte en tant que slogan a contribué avec beaucoup d'efficacité – dans les domaines politique et idéologique – à l'élaboration d'un discours unificateur puissant et, en même temps, à catalyser le sentiment du besoin de participation pendant la période postérieure à la crise financière à partir de 2008. L'économie verte est devenue de plus en plus en vue et s'est introduite dans le discours politique dominant, dans les paroles des chefs d'État et des ministres des finances du G20, dans la presse, et dans le soi-disant programme environnemental de l'ONU pour un nouveau Pacte mondial écologique.

Or, aucune définition du terme ne précise si cette économie est différente ou non de l'économie actuelle. Néanmoins, des agences de l'ONU, des organisations multilatérales, la Banque mondiale, les banques régionales de développement, le Parlement européen, des consultants internationaux, des coalitions d'affaires et d'autres encore ont fait des propositions, dressé des listes des secteurs prioritaires, et défini des programmes pour l'industrie ; ils ont déterminé des buts et des cibles, et recommandé de nouveaux instruments financiers et des investissements pour se réorienter vers un avenir « plus vert ».

Le verdissage actuel de l'économie a lancé un processus qui a déjà une forte influence sur les politiques publiques de nombreux pays. Cela comprend des réformes des lois et des ajustements des réglementations, afin de frayer le chemin à une « transition verte » dont la justification est le renforcement de la capacité institutionnelle des pays à déclencher un nouveau cycle économique où la croissance et le développement tiennent compte des inquiétudes concernant la durabilité (le climat, la biodiversité, l'énergie, l'inclusion sociale, l'éradication de la pauvreté, etc.). En fait, l'établissement d'une économie verte n'est possible qu'avec la participation active des États et des gouvernements, puisque sa mise en œuvre dépend de la centralité d'un système juridique qui permette la création de nouvelles lois, l'application de réformes ou d'ajustements des paramètres politiques existants, et la sécurité et la validité légale subséquentes des contrats et des investissements.

Dans le répertoire de l'économie verte, les politiques publiques seraient utilisées pour combattre le changement climatique au moyen de l'échange d'émissions et de systèmes tels que le Mécanisme pour un développement propre (MDP) ou le financement de la Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation (REDD+). À cette fin contribueraient également les politiques sur la biodiversité, de plus en plus insérées dans des plans nationaux tels que le paiement pour services environnementaux, la compensation de biodiversité, l'eau (y compris les *water bonds*), les banques d'espèces en danger, et un large éventail de nouveaux « actifs environnementaux » qui comportent la création de nouveaux marchés internationaux, comme celui du carbone.

'Décarbonisation' ou dépolitisation ?

Une question structurelle qui se pose est la suivante : à qui s'adresse la « stratégie » pour une économie faible en carbone ? La notion de faible intensité des émissions réduit la réalité à un seul de ses aspects et rend invisibles les conflits d'intérêts, les jeux du pouvoir, les idéologies et les contradictions de la réalité, tout en soumettant les individus et les collectivités à la violence et à l'injustice.

La dépolitisation de ce débat, effectuée en réduisant le problème à la « gestion » du carbone et aux options technologiques pour ce faire, coïncide avec ce que signalait Larry Lohmann en 2008 : « les problèmes politiques et sociaux qui découlent des changements climatiques (par exemple, à qui appartient l'atmosphère, etc.) ont été obscurcis par le jargon économique néoclassique ». À cela s'ajoute la croyance en ce qui est « scientifique » (et le refus de ce qui est « idéologique »), qui privilégie les données supposées « objectives » et leur impact visuel et graphique, au détriment des aspects politiques et des arguments critiques. Il s'agit d'un trait caractéristique de la culture politique actuelle.

En outre, dans les processus de formulation de politiques et de lois, les analyses et les stratégies pour réduire l'intensité des émissions deviennent une sorte de « plan d'affaires national », où les banques et les consultants conseillent les gouvernements comme s'il s'agissait d'entreprises.

Vu que ce qu'on appelle couramment « faible (ou forte) intensité de carbone » concerne en fait la quantification et le contrôle de l'énergie et de ses rapports avec les ressources (fossiles ou « renouvelables »)qui permettent de la générer, dans une perspective plus large l'économie verte nous renseigne sur le type de transition que la civilisation pétrolière– et le capitalisme – ont planifié pour assurer leur reproduction.

Un tournant décisif du discours : de la politique climatique « négative » à l'économie verte « positive »

Ces dernières années, le thème du changement climatique et la lutte contre le réchauffement planétaire et pour la « justice climatique » ont réussi à prendre une place centrale au plan international et ont été ajoutés aux programmes, discours et mobilisations de la société civile mondiale. Ce processus a atteint son point culminant lors de la conférence de Copenhague, en décembre 2009 (COP 15 de la CCNUCC), où les tentatives de concrétiser un accord juridiquement contraignant pour freiner le changement climatique se sont soldées par un échec. Depuis, les négociations en vue d'un nouvel accord n'ont pas avancé de façon substantielle, et le dernier développement a été le plan d'arriver en 2015 à un nouvel accord mondial qui entrerait en vigueur en 2020.

Le changement de terminologie qui s'est produit est symptomatique. Jusque là, le processus de transition visait à s'acheminer vers une économie à faible intensité de carbone, un développement à faible intensité de carbone et même une croissance à faible intensité de carbone. Or, dans les mêmes contextes, les mêmes acteurs ne parlent maintenant que d'économie verte. Ce changement qui, apparemment, ne concerne que le langage, est pourtant déterminant pour la consolidation de l'hégémonie. Face à la démobilisation de l'opinion publique, passé le moment d'élan international pour sauver le climat, et devant la réalité inéluctable de la crise économique, les scénarios de réduction des émissions et l'impératif de 'décarboniser' les économies évoquaient des choses telles que défaire, diminuer, réduire, éviter, notions très peu alléchantes en période de lutte contre la stagnation de la croissance.

La principale métamorphose se produit quand le terme « économie verte » s'avère beaucoup plus efficace que celui d'économie « faible en carbone » au moment de faire appel à la sensibilité écologique de la société et des consommateurs. D'autant plus que la « croissance verte » semble plus attirante et convaincante que la « croissance à faible intensité de carbone » (bien que ces derniers termes continuent d'être utilisés dans un langage plus technique).

L'économie verte ou comment corriger une erreur du marché

Pour essayer de circonscrire « dans sa forme la plus élémentaire » ce que serait l'économie verte, la formulation y inclut le rôle central que la « comptabilité du carbone » (une tonne d'équivalent dioxyde de carbone [1 tCO_2e] = 1 unité de réduction d'émissions certifiée, ou = 1 « crédit carbone ») a joué dans les politiques climatiques

en tant que manière « objective » de mesurer si les objectifs de réduction des émissions ont été atteints ou non par rapport à l'économie « brune ». D'autre part, cette formulation confirme la 'décarbonisation' en tant que mesure structurelle pour « verdir » l'économie.

De ce point de vue, la crise environnementale ne serait pas un problème de politique (dépendant des rapports de pouvoir qui garantissent les régimes de propriété, d'accès, d'utilisation et de gestion des ressources et des territoires) mais le résultat d'un défaut du marché. Or, un défaut du marché doit être corrigé par une solution fondée sur le marché : incorporer et internaliser le coût des externalités, fixer un prix à la pollution, éliminer les subventions perverses, favoriser les investissements (et les bénéfices) privés grâce à des encouragements et à des garanties du secteur public, à des incitations financières (exonération de paiements ou d'impôts), à la promotion de l'investissement dans des technologies appropriées (« plus propres »), etc.

L'économie verte n'est pas présentée comme incompatible avec le maintien, voire l'accélération, de la croissance selon les paramètres actuels. D'après cette logique verte, plus l'économie « brune » se développera, plus il y aura de fonds (hypothétiquement) disponibles pour la « verdir ». Inversement, on pourrait arguer que plus il y aura de dégradation environnementale et de pénurie de ressources, plus les certificats de couvert forestier, les compensations de biodiversité, les permis d'eau, les crédits carbone, etc., auront de la valeur (et seront plus chers sur le marché).

Selon la notion de capital naturel, qui est aujourd'hui une des principales demandes du capital financier et, pour une bonne mesure, la condition de sa reproduction, des actifs autrefois invisibles dans l'économie traditionnelle, tels que les services environnementaux (comme l'eau, la biodiversité, l'eau et d'autres encore) sont définis, mesurés et évalués pour être négociés sur les marchés. En ce moment où l'économie mondiale est absolument dépendante du capital financier et contrôlée par celui-ci, et où le capital financier lui-même est en crise, la création de nouveaux actifs dans le marché financier grâce à l'expansion du financement est la principale stratégie en faveur de l'économie verte.

L'adoption du capital naturel comme réalité économique – mais aussi sociale, culturelle et politique – comporte un nouveau moment d'accumulation primitive, avec l'*enclosure* ou l'isolement de ces actifs environnementaux, en séparant les éléments indivisibles de la biodiversité et des écosystèmes et en faisant en sorte que ce qui était auparavant un bien commun puisse être transformé en propriété privée.

C'est ce qui se passe, par exemple, dans le cas des « droits au carbone », qui se manifestent par de nouvelles méthodes de contrôle (comme celles qui permettent de « mesurer/quantifier, déclarer et vérifier » les stocks de carbone). L'accès et la gestion des territoires où se trouvent ces « actifs » sont réglementés par des contrats ; une forêt, par exemple, peut faire l'objet d'un contrat concernant le paiement pour services environnementaux ou l'application du système REDD+.

Conclusion

Cette nouvelle initiative hégémonique « verte » s'est avérée très efficace pour encourager et légitimer l'accès à une nouvelle base d'accumulation, fondée essentiellement sur la notion de capital naturel et sur le projet ambitieux de comptabiliser, évaluer et négocier non seulement les services environnementaux (comme le montrent déjà les marchés existants du carbone, de la biodiversité et, de plus en plus, de l'eau) mais tout un portefeuille de biens et de services (y compris des biens intangibles, culturels, etc.), et même les « infrastructures naturelles » (comme on appelle maintenant les fleuves, les sols, les forêts, etc.) qui, jusqu'à présent, avaient toujours été fournis gratuitement par la nature.

L'économie verte ne s'oppose pas à la continuité de l'économie actuelle, fondée sur l'extraction et grande consommatrice d'énergie ; ses mécanismes « verts » sont conçus de façon telle que la création de valeur est complémentaire et dépendante de l'économie actuelle. Ainsi, elle fonctionne comme une sorte d'économie-miroir : ce sont justement la rareté et la contamination des ressources, provoquées par l'économie actuelle, qui donnent de la valeur aux actifs environnementaux de l'économie verte. Après tout, si l'eau était abondante et propre, qui serait disposé à payer pour l'avoir ? Si l'air était propre, sain et non pollué, pourrait-on vendre les services des forêts en tant que puits de carbone ?

Tout au long de la dernière décennie, la société civile a construit une critique, par la confrontation, la résistance et la création d'alternatives à la mondialisation, au libre-échange, au néolibéralisme et au consensus de Washington. La cristallisation actuelle d'un nouveau consensus, un consensus « vert », représente un énorme pas en arrière. Il est urgent et impératif de dénoncer et de s'opposer au financement et à la prise en main du capital naturel ; de même, c'est dans la mobilisation et l'établissement d'alliances que réside la possibilité de créer une véritable transition écologique et énergétique, indispensable et inéluctable, pour vaincre le capitalisme.

1 Le présent article résume l'article originel publié dans "Alternativas al capitalismo / colonialismo del siglo XXI. Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo", 2013, Quito, Équateur.

Camila Moreno a fait des études de philosophie et de droit. Elle est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ), le titre de sa thèse étant « La catéchèse du carbone et les nouvelles équations coloniales ». Elle a travaillé comme chercheuse au Brésil et en Amérique latine, avec des mouvements sociaux et des organisations écologistes et pour les droits de l'homme, sur les thèmes des transgéniques, des agrocarburants et des politiques concernant le climat et la biodiversité. Elle a été membre du Groupe de travail en écologie politique de la CLACSO, et boursière de la même institution. Depuis mars 2011, elle coordonne le programme de durabilité du bureau brésilien de la Fondation Heinrich Boll Stifting (HBS).

7 QU'EST-CE QUE LA FINANCIÉRISATION DE LA NATURE ET QUELS EN SONT LES EFFETS ?

COECOCEIBA – Les Amis de la Terre Costa Rica
Isaac Rojas, Lúcia Ortiz

Juin 2015

La nature est essentielle pour notre vie et pour que la vie puisse exister. De nombreuses communautés – de paysans, de pêcheurs, de peuples traditionnels et de peuples indigènes, entre autres – ont dépendu d'elle pour leur vie quotidienne et, grâce à cette relation, la nature s'est conservée, s'est améliorée et s'est adaptée à de nouvelles conditions. Ces communautés font, à leur tour, partie de la nature et le lien qui les unit ne peut pas être rompu.

Nous savons que la nature sert de base au développement de nombreux produits que nous achetons et employons. Nous savons aussi que la nature accomplit une série de fonctions qui assurent la vie. Les diverses industries qui l'utilisent comme matière première dépendent d'elle. En raison de cette dépendance et afin d'obtenir des bénéfices économiques plus importants, les entreprises pharmaceutiques, de production d'intrants pour l'agriculture et d'ingénierie génétique exercent de fortes pressions sur les divers gouvernements. Certains d'entre eux acceptent les exigences de l'industrie et proposent de nouveaux types de législation qui provoquent ou facilitent la privatisation et l'appropriation de la nature.

Ce qui précède permet d'expliquer l'apparition de lois internationales, puis nationales, concernant la propriété intellectuelle, les semences, et la recherche et le développement d'organismes transgéniques. À partir de ce cadre juridique, divers instruments permettent l'appropriation privée de la richesse génétique et de toute forme de vie, les semences par exemple.

D'autres sortes de sociétés, dont celles du secteur financier, ont encouragé ces dernières années l'adoption de mesures et de politiques qui favorisent l'appropriation et la privatisation des fonctions de la nature, afin de créer de nouvelles possibilités d'affaires.

Ces nouvelles possibilités d'affaires concernent, par exemple, les forêts. Or, nous savons que les forêts, grâce à leur capacité d'absorber du dioxyde de carbone, jouent un rôle très important dans la régulation du climat mondial. Ce rôle revêt aujourd'hui une importance particulière du fait de la crise climatique à laquelle nous sommes confrontés. En simplifiant, nous pouvons dire que cette crise climatique peut être combattue de deux manières. La première est d'en chercher les causes et de les éliminer. Ainsi, nous pourrions promouvoir un système de transport public qui rende moins attrayant d'avoir une voiture pour se déplacer. De même, on pourrait éliminer les politiques de libre-échange qui rendent moins cher de faire venir des aliments de l'autre bout du monde que de les cultiver dans nos propres pays.

La deuxième manière de résoudre la crise climatique consiste à lutter contre le dérèglement du climat, mais la réalité montre que rien n'est fait dans ce sens. Au lieu de limiter les activités polluantes, on leur facilite les choses et on arrive même à les récompenser, par exemple en affirmant qu'à moins de payer, les forêts ne seront pas protégées, alors que nous savons que cela est faux. Ce paiement est associé à diverses fonctions que les forêts accomplissent, comme l'absorption de dioxyde de carbone. Moyennant quelques calculs, on réussit à établir qu'une forêt déterminée a la capacité d'absorber une quantité déterminée de dioxyde de carbone. La capacité de cette forêt d'absorber et de « stocker » du carbone est proposée sous la forme de crédits qui sont vendus et achetés sur le marché financier. Leur prix dépend de l'offre et de la demande.

D'après ceux qui défendent cette manière de s'attaquer au changement climatique, les émissions de gaz polluants atteindront un équilibre, du fait qu'il y aura un nombre déterminé de crédits carbone pour des questions d'offre et de demande. Mais l'expérience démontre que cette solution est plutôt un problème, parce qu'elle pérennise les causes du changement climatique – les émissions de gaz polluants – sans rendre obligatoire un changement des méthodes de production. En plus, les fausses solutions de ce genre ont des effets négatifs, dont le principal est la privatisation des forêts et la violation des droits des communautés locales et des peuples autochtones. En effet, quand on vend des crédits de carbone on prétend que les forêts soient conservées ; par conséquent, les communautés ne peuvent pas continuer à utiliser certains produits de la forêt, que ce soit pour traiter des maladies, faire de l'artisanat ou se nourrir.

La crise climatique a donné de l'élan aux mécanismes de ce type, qui permettent de dire que l'on protège l'environnement sans rien changer à ce qui le détériore. Ce sont donc des mécanismes qui font passer pour des solutions des activités qui renforcent des conduites et des activités polluantes. Ils fonctionnent comme un moyen de compensation : si je pollue mais achète en même temps des crédits de carbone, tout va bien et je peux continuer comme avant. Et s'il m'en faut davantage, j'en achète davantage.

Après avoir été appliqués aux problèmes climatiques, les systèmes de compensation passent maintenant aux domaines de la biodiversité et de l'eau, embrassant ainsi d'autres éléments de la nature. Il s'agit de mécanismes financiers qui montrent que les finances et les marchés financiers sont en train de s'approprier la nature pour la transformer en actifs. Ainsi, les forêts cessent d'être des forêts pour se transformer en crédits de carbone. Une abeille cesse d'être une abeille pour devenir un crédit que l'on peut vendre et acheter grâce à la fonction de pollinisation qu'elle accomplit.

L'entrée des marchés financiers dans les affaires environnementales s'explique ainsi : toutes les fonctions de la nature peuvent être transformées en titres financiers qui seront ensuite vendus et achetés. Ceux qui les achètent peuvent les utiliser, et les utilisent, pour continuer à effectuer leurs activités polluantes.

Ce nouveau lien entre les finances et la nature est dénommé « financiérisation » de la nature. Il peut être considéré comme une nouvelle étape de la marchandisation de la nature. En plus de l'idée de la « compensation », la financiérisation comporte une autre idée qui la sous-tend : la nature est un ensemble d'éléments interchangeables, même s'ils sont différents et se trouvent dans des zones géographiques très éloignées.

Par exemple, une société minière peut reconnaître que son extraction d'or a des effets négatifs sur un endroit déterminé d'Indonésie. Néanmoins, elle dira sans doute qu'elle respecte les termes de l'étude d'impact environnemental correspondante et qu'en plus elle crée des emplois. Elle peut dire également que, pour atténuer l'impact environnemental de la pollution qu'elle provoque, elle a acheté une quantité déterminée de crédits de carbone et que l'argent qu'elle a payé sera affecté à la conservation des forêts du Costa Rica. Ainsi, elle se présente comme une industrie soucieuse de l'environnement, mais elle ne va jamais cesser son activité minière, et pour apaiser les critiques ou sa propre conscience, elle achète ce type de crédits. C'est-à-dire qu'elle paye pour que rien ne change. Elle affirme qu'elle compense ses effets négatifs mais cette affirmation est mensongère, puisque nous savons que les éléments de la nature ne sont pas interchangeables.

La financiérisation de la nature s'accompagne de plusieurs impacts :

- Des éléments et des fonctions de la nature sont privatisés, au détriment des droits traditionnels des communautés locales et des peuples autochtones qui ont toujours dépendu et dépendent encore, d'une manière ou d'une autre, de cette nature qu'on est en train de privatiser. Leur droit d'utiliser la nature de façon durable, leur droit de vivre sur un territoire déterminé, leur droit à la protection de leurs connaissances traditionnelles, ne sont pas respectés.
- Entre la nature et la communauté, une division artificielle est créée : quels que soient les rapports entre les deux, ils cesseront d'exister parce qu'ils n'ont pas de place dans la logique de la financiérisation. Peu importe qu'on détruise une forêt urbaine qui offre un lieu de loisirs et de paix à un quartier, si elle est substituée par une autre située dans une zone rurale, ou si l'on achète des crédits carbone, ou si l'on investit dans un fonds financier qui donnera de l'argent à la protection de l'environnement. Ainsi, le lien que les gens ont créé avec la nature cesse d'exister.
- La nature est perçue et considérée comme une série d'objets interchangeables qui, de ce fait, perdent leur caractère unique. Peu importe que l'on détruise quelque chose en Asie, si l'on conserve autre chose en Afrique ou en Amérique latine. Ce qui compte, c'est de pouvoir dire qu'on donne de l'argent pour la conservation, afin de pouvoir continuer à détruire ou à polluer. Même en acceptant qu'on disposera d'argent pour la conservation, on ne saura jamais ce qui se passera en réalité.
- À cause de cette perception et de cette division artificielle de la nature, celle-ci perd toutes ses valeurs, y compris la valeur culturelle et spirituelle.

COECOCEIBA – Les Amis de la Terre Costa Rica est une organisation écologiste costaricienne créée en avril 1999. Depuis cette date, elle travaille avec des communautés paysannes, des peuples autochtones et des communautés de pêcheurs. Elle a participé à de nombreuses luttes au niveau national, et elle fait partie d'espaces d'alliance et de construction d'un mouvement social dans le pays. COECOCEIBA est membre des Amis de la Terre International.

Isaac Rojas est membre de COECOCEIBA – Les Amis de la Terre Costa Rica, et l'actuel coordinateur du Programme Forêts et Biodiversité des Amis de la Terre International. Il a travaillé avec des communautés paysannes, des peuples autochtones, des communautés de pêcheurs et plusieurs organisations du mouvement populaire.

Lúcia Ortis is a member of NAT - FoE Brazil and co-coordinator of the Economic Justice Resisting Neoliberalism at Friends of the Earth International.

SECTION II

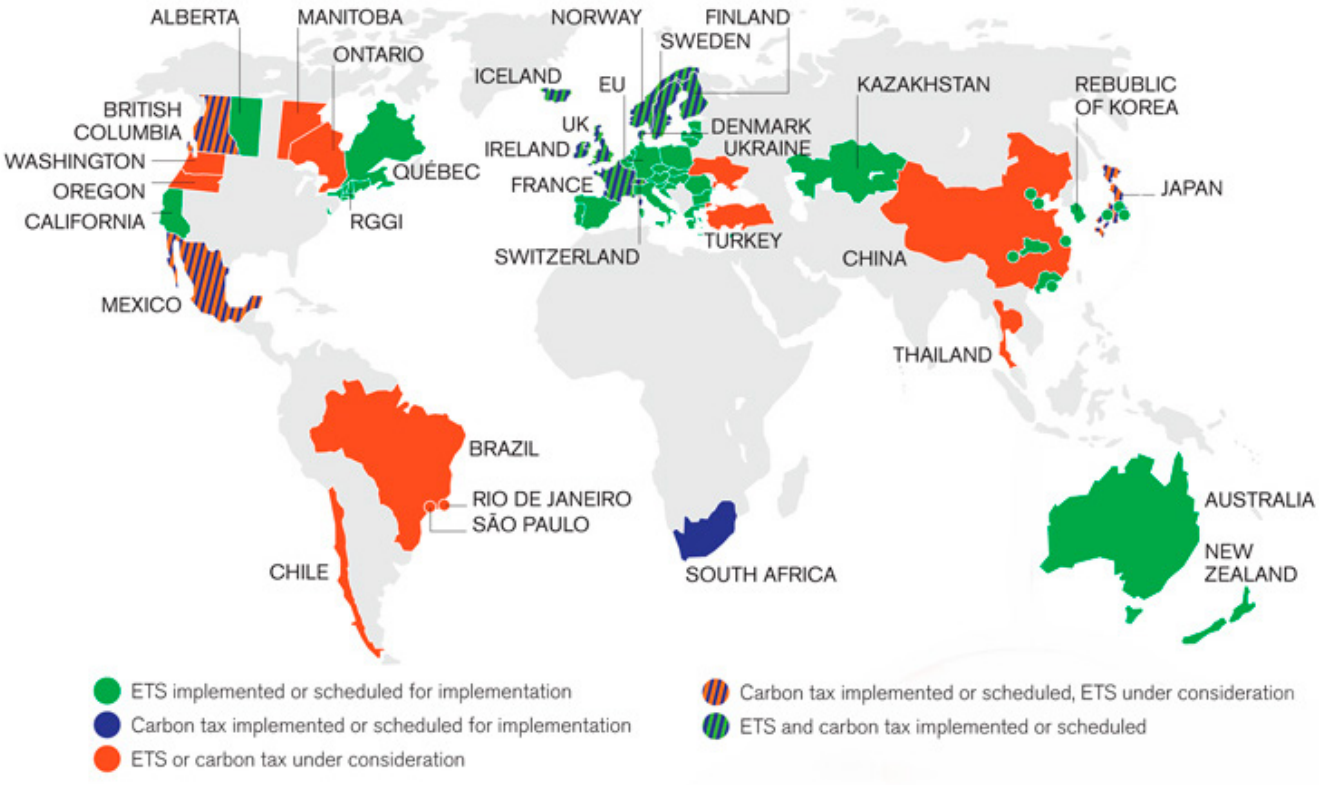
8 L'ÉCHANGE D'ÉMISSIONS RENAÎT CHEZ LES GRANDS POLLUEURS DE DEUXIÈME GÉNÉRATION

Patrick Bond

Le changement climatique, la plus forte menace qui plane sur la planète, est en train de s'amplifier à mesure que la « financiérisation » de la nature grâce aux marchés du carbone reprend pour de bon. L'échec de la stratégie pour l'échange d'émissions du Protocole de Kyoto en Europe sera bientôt oublié, une fois que les marchés émergents augmenteront leurs investissements, surtout si les marchés du carbone restent un élément central de l'accord de la COP 21 à Paris. Si tel est le cas, plusieurs d'entre ceux qui ont enclenché le processus – la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud – risquent d'ouvrir la porte à des marchés à part entière, maintenant que (depuis 2012) ils ne qualifient plus pour générer des crédits par le biais du Mécanisme de développement propre (MDP), le plan de compensation de l'ONU. Le Protocole de Kyoto prévoyait que les pays à faibles revenus recevraient de l'argent pour les réductions d'émissions de certains projets, mais le système a subi de nombreux abus. La Chine a beaucoup avancé déjà, avec sept marchés métropolitains qui couvrent la production des grandes villes et un marché national prévu pour la fin 2016.

À Oufa, en Russie, le sommet Brésil–Russie–Inde–Chine–Afrique du Sud (BRICS), qui eut lieu en juillet 2015, ne fit presque rien d'autre que codifier de nouvelles institutions financières, en particulier une nouvelle banque de développement qui va certainement augmenter les émissions de gaz à effet de serre du BRICS. Au sujet du changement climatique, d'après la déclaration finale il n'y eut que des discours classiques : « Nous manifestons notre disposition à aborder le problème du changement climatique dans un contexte mondial et au plan national, et à arriver à un accord détaillé, efficace et équitable dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ».

Les marchés du carbone dans le monde



La CCNUCC continue de croire fermement à l'échange d'émissions ; d'ailleurs, sa secrétaire, Christiana Figueres, provient des marchés du carbone.

À partir de la supposition que les États allaient apporter des subventions et que la limitation des émissions de gaz à effet de serre serait de plus en plus draconienne, le Protocole de Kyoto avait postulé que les stratégies centrées sur le marché, comme les plans d'échange et de compensation d'émissions, pourraient répartir les coûts et les bénéfices de façon appropriée, pour partager au mieux la responsabilité de l'atténuation et du piégeage de carbone. Les défenseurs actuels de l'échange d'émissions continuent d'affirmer que cette stratégie sera efficace une fois que les principaux nouveaux émetteurs du bloc BRICS s'intégreront aux marchés mondiaux du carbone.

Certains, dont le Pape, ne sont pas de cet avis. L'Encyclique de juin 2015 dit : « La stratégie d'achat et de vente de 'crédits de carbone' peut donner lieu à une nouvelle forme de spéculation, et cela ne servirait pas à réduire l'émission globale de gaz polluants. Ce système semble être une solution rapide et facile, sous l'apparence d'un certain engagement pour l'environnement, mais qui n'implique, en aucune manière, de changement radical à la hauteur des circonstances. Au contraire, il peut devenir un expédient qui permet de soutenir la surconsommation de certains pays et secteurs. »

Lors du sommet de la CCNUCC qui aura lieu à Paris, on s'attend à ce que la COP 21 élimine la clause capitale sur les « responsabilités communes mais différenciées » qui a toujours séparé les unités nationales en fonction de leur richesse économique par personne. La COP 21 semble avoir été anticipée, fin 2014, par l'accord climatique passé entre Xi Jinping et Barack Obama, représentants des deux plus grands émetteurs de GES en termes absolus : la Chine et les États-Unis. L'accord rend certaine une catastrophe mondiale, puisqu'il stipule que la Chine ne commencera à réduire ses émissions qu'en 2030 et que, pour ce qui est de l'engagement des États-Unis (sur lequel les successeurs d'Obama pourront facilement revenir), il consiste à réduire les émissions de seulement 15 % par rapport au niveau de 1990, d'ici à 2025. De la même façon, en juin 2015 les leaders du G7 sont convenus de 'décarboniser' leurs économies mais pas avant 2100, ce qui accroît la probabilité d'un changement climatique incontrôlable. La contribution du bloc BRICS à l'établissement d'une politique climatique mondiale de ce genre commença en 2009 lors de la COP 15 à Copenhague, où un accord passé en marge par Obama et quatre des cinq leaders du BRIC fit avorter les projets bien plus ambitieux de la CCNUCC.

L'échec des marchés du carbone et, en particulier, l'effondrement des prix entre 2008 et 2014, avec une différence de 90 % entre les points le plus haut et le plus bas, n'empêche pas que les États s'efforcent, une fois de plus, de subventionner la solution de la crise climatique que proposent les banquiers. Parmi les indicateurs de la durabilité de cette stratégie figure la marchandisation de presque tout ce qui peut ressembler à un puits de carbone, les forêts surtout mais aussi les sols agricoles et même la capacité des océans de piéger du dioxyde de carbone (CO_2) pour la photosynthèse par l'intermédiaire des algues. La financiérisation de la nature progresse rapidement et apporte avec elle des contradictions de toutes sortes.

Influencés par les industries nationales des combustibles fossiles, les négociateurs du climat semblent engagés entre eux dans un concours de laxisme ; grâce à cela, les sommets de l'ONU sont aussi incapables de plafonner ou de réguler la pollution des GES à leur source que de relancer l'échange d'émissions qui éveille tant d'espoirs. La valeur des marchés du carbone dans l'Union européenne et dans les programmes de Nations Unies a dégringolé d'un sommet de 140 milliards USD en 2008 à 130 milliards USD en 2011, à 84 milliards en 2012, et à 53 milliards en 2013, bien que de nouveaux marchés du carbone soient apparus.1 Mais après être tombé à moins de 50 milliards USD en 2014, les experts de l'industrie prédisent que la valeur du marché mondial remontera à 77 milliards USD (soit 8 gigatonnes d'équivalent CO2) en 2015, grâce

à des prix européens plus élevés et au fait que les États-Unis élargiraient la couverture des émissions, l'étendant aux carburants pour le transport et au gaz naturel.[2]

Néanmoins, le développement des marchés est extrêmement inégal d'une région à l'autre, en partie parce que les cadres réglementaires sont différents. Depuis 2013, de nouveaux marchés ont été introduits en Californie, au Kazakhstan, au Mexique, au Québec, en Corée et en Chine, tandis que le plan de 2012 de l'Australie fut interrompu en 2014 en raison de l'opposition du gouvernement conservateur. Les prix par tonne de carbone sont très différents aussi, et ceux de 2015 ne représentent, dans le meilleur des cas, qu'un tiers de ceux de l'Union européenne à leur sommet : près de 12 USD en Californie, près de 9 USD en Corée, environ 7,3 USD en Europe, en Chine entre 3 et 7 USD suivant les villes ; dans l'Initiative régionale volontaire du nord-est des États-Unis sur les gaz à effet de serre, le prix est de 5 USD ; de 4 USD en Nouvelle-Zélande et de 2 USD au Kazakhstan. Le marché des projets du MDP s'est entièrement effondré : 0,20 USD par tonne.

Ces faibles prix sont révélateurs de plusieurs problèmes :

- Premièrement, des excès extrêmement forts continuent d'exister : 2 milliards de tonnes dans le système de l'UE, par exemple, en dépit d'un nouveau plan de contention dénommé « réserve de stabilité du marché » qui visait à retirer 800 millions de tonnes.

- Deuxièmement, les nouveaux marchés sont si peu familiarisés avec l'échange d'un produit aussi éthéré que les émissions, que le volume s'est réduit à une fraction minuscule de ce qui avait été anticipé (comme en Chine et en Corée).

- Troisièmement, on continue de découvrir des escroqueries dans plusieurs marchés du carbone. Ce problème mine de plus en plus les plans concernant le bois et les forêts, qui étaient conçus pour piéger de grands volumes de carbone.

- Quatrièmement, l'opposition au commerce du carbone et à la compensation augmente sans cesse en Amérique latine, en Afrique et en Asie, où les divers mouvements contre le système REDD (réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) sont en train de s'associer entre eux.

Un danger d'une importance primordiale est apparu, et risque d'annuler les arguments contre l'échange d'émissions : le système financier international s'est surdéveloppé une fois de plus, de façon encore plus spectaculaire peut-être, avec les produits dérivés et d'autres instruments spéculatifs. Il a besoin de nouveaux débouchés pour les fonds. On estimait en 2013 que la participation des nouveaux acteurs financiers du système bancaire parallèle ou « banque fantôme » représentait un quart des actifs du système financier mondial, 79 billions USD, soit trois fois plus que dix ans plus tôt ; rien qu'en 2012, les actifs « fantômes » de Chine augmentèrent de 42 %. *The Economist* reconnaissait l'année dernière que le système financier parallèle des marchés émergents croissait vite, était mal connu et s'avérait « potentiellement explosif ». Quand au marché financier régulier, le principal résultat des mesures d'assouplissement quantitatif a été une nouvelle bulle, avec une dette de 57 billions USD ajoutée au total global cumulé de 2007 à 2014, dont 25 billions de dette étatique. Vers la mi-2014, la dette totale mondiale de 200 billions USD avait atteint 286 % du PIB, ayant augmenté de 269 % vers la fin de 2007.

La réglementation financière mondiale semble impossible, vu l'actuel équilibre des forces dont témoignent les échecs essuyés en 2002 à Monterrey et en 2015 à Addis-Abeba par les initiatives pour le financement du développement et par plusieurs sommets du G 20 postérieurs à 2008. Conséquemment, les pays du BRICS sont des endroits très importants pour suivre les flux et les reflux du capital financier par rapport aux investissements associés au climat. En fait, en ce qui concerne les marchés financiers mondiaux et la politique climatique, les pays du BRICS ne sont pas anti-impérialistes, ils sont plutôt sub-impérialistes.

Les premiers crédits du MDP avaient été accordés de façon disproportionnée à la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, de 2005 à 2012, mais à ce moment-là le prix des crédits du MDP était tombé si bas qu'ils ne servaient plus à grand chose. En outre, l'autre mécanisme de compensation de Kyoto, la Mise en œuvre conjointe (MOC), a plus de 90 % de compensations générées par la Russie et l'Ukraine de façon très peu transparente.

Les marchés du carbone ouverts en Chine souffrent de problèmes d'intégrité du système semblables. À l'Académie chinoise de marxisme, par exemple, l'essai de Yu Bin sur 'Les deux formes du nouvel impérialisme' affirme que, tout comme les droits de propriété intellectuelle, la marchandisation des émissions est indispensable pour comprendre comment le capital a émergé dans une situation de crise mondiale. Les 4 billions USD perdus sur le marché financier chinois lors de la bulle spéculative de juin-juillet 2015 furent un signe que le dénommé 'socialisme à la chinoise' n'offrait aucune protection spéciale. L'opacité financière et le favoritisme du pays posent des problèmes profonds à l'échange de carbone. Comme le signalait Reuters le 1er juillet 2015,

La Chine a dit la semaine dernière qu'il lui faudrait investir 41 billions de yuans (6,6 billions de dollars) pour respecter ses engagements avec l'ONU. Une partie de cet argent proviendra du marché national du carbone, qui couvrirait près de 3 milliards de tonnes d'émissions de carbone – environ 30 pour cent du total annuel – d'ici 2020. Mais les liquidités des sept plans pilotes chinois sont restées faibles : à peine 28 millions de permis ont été commercialisés en deux ans, soit environ 2 pour cent seulement des permis émis par an. Sur cinq de ces marchés les prix ont chuté ; celui de Shanghai a fermé mardi son exercice annuel à 15,5 yuans (2,6 USD), en baisse de 38 % par rapport au début. Dans la plus grande bourse pilote de Guangdong, les permis ont chuté à 16 yuans, soit une baisse de 73 %.

Indépendamment des contradictions réelles du marché du carbone, si les politiques continuent d'appuyer les stratégies des grandes entreprises on peut anticiper une bulle spéculative encore plus grande dans les finances du carbone au cours des prochaines années, à mesure que les BRICS établiront des marchés et des systèmes de compensation pour faire face à l'abondance de leurs émissions. En Afrique du Sud, ni le *Livre blanc national de réponse au changement climatique* de 2011, ni la proposition du Trésor de 2013 d'un impôt sur le carbone n'appuyaient l'échange d'émissions. En partie en raison des conditions d'achat oligopolistiques que l'on prévoyait du fait de l'existence de deux grands émetteurs bien plus importants que les autres : l'entreprise publique de production d'électricité Eskom, et l'ancienne entreprise d'État Sasol, qui extrait du charbon et du gaz naturel pour fabriquer des carburants à l'usine de Secunda, près de Johannesburg, devenue la source d'émissions la plus importante du monde. Mais en avril 2014, le commerce d'émissions est réapparu dans le programme de la politique officielle, grâce au Haut Commissaire britannique dont les conseillers se sont mis d'accord avec la bourse de Johannesburg pour publier des déclarations élogieuses sur 'la maturité du marché'.

Avec toute l'infrastructure sud-africaine intensive en carbone en voie de construction, la promesse volontaire faite à Copenhague par le président Jacob Zuma – réduire les émissions de GES suivant « une trajectoire qui culminera à 34 % au-dessous de la trajectoire habituelle en 2020 » – semble impossible à tenir, quatre années seulement après avoir été faite. En février 2015, le gouvernement manifesta sa réticence à imposer des limites à la pollution, quand le ministre de l'Environnement, Edna Molewa, accorda à Eskom, à Sasol et à d'autres grands pollueurs l'autorisation officielle de maintenir leurs trajectoires actuelles pendant cinq années supplémentaires, en dépit des normes du Clean Air Act concernant les émissions d'autres gaz polluants comme l'anhydride sulfureux et le dioxyde d'azote.

D'autres pays du BRICS ont des systèmes énergétiques similaires ; dans le cas de la Russie, cela mena le pays à se retirer de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto (2012– 2020), malgré les soi-disant « gros bénéfices » que le pays

aurait faits sur les marchés du carbone – pour *ne pas émettre* autant qu'en 1990 – du fait de la désindustrialisation de l'économie provoquée par l'exposition du pays au capitalisme mondial au début des années 1990. Cet effondrement économique fit descendre les émissions russes bien au-dessous des taux atteints par l'Union soviétique en 1990 pendant la première période d'engagement (2005 – 2012). Mais en raison de l'effondrement des marchés du carbone de la période 2008 – 2013, les calculs de Moscou se détournèrent du Protocole de Kyoto afin de promouvoir sans limitations la croissance de sa propre industrie pétrolière et gazière.

L'attrait du commerce du carbone sur les nouveaux marchés, malgré son échec sur les anciens, est logique quand on l'examine dans un contexte à trois volets : une crise capitaliste plus prolongée qui a accru le pouvoir du secteur financier à l'intérieur d'un système de plus en plus frénétique et ambitieux en étendue géographique, la sophistication des marchés financiers au moment d'ouvrir de nouvelles voies pour le capital, à travers l'espace et le temps et dans des domaines extérieurs au marché, et la tendance idéologique dominante à résoudre tout problème concernant le marché par des moyens propres au marché, tendance qui arrive même à préconiser des politiques économiques héritées du Consensus de Washington et du keynésianisme. Il est intéressant de constater que même Paul Krugman a hésité puisque, après avoir lu *Climate Casino* de l'économiste William Nordhaus, ancien écologiste favorable au marché, il a remarqué : « Le message que j'ai tiré de ce livre est qu'il serait étonnamment plus efficace de prendre des mesures directes pour réguler les émissions dues à la génération d'électricité que de fixer un prix au carbone ». Ce revirement est un exemple du réalisme intraitable dont on aurait besoin pour comprendre pourquoi les marchés financiers continuent de s'étendre géographiquement et les portefeuilles d'investissement de se diversifier dans des zones et des secteurs éloignés et risqués. La gouvernance financière mondiale et nationale s'avère inappropriée, elle fait gonfler, puis éclater la valeur des actifs, qu'il s'agisse de crédits immobiliers *subprime* ou de crédits d'émission illégitimes.

Le meilleur exemple qu'on puisse trouver de l'irrationalité de la solution de la crise climatique que propose le capitalisme est une remarque faite en 2010 par Greg Barker, ministre du climat du parti conservateur : « Nous voulons que la City de Londres, avec son expertise sans pareil en matière de produits financiers innovants, donne l'exemple et devienne le centre mondial de la finance du développement vert. Nous devons laisser derrière nous le désastre des *subprimes* ». Or, les BRICS sont déjà en train de montrer que de nouveaux désastres attendent non seulement le capitalisme sur-accumulatif en général mais aussi ce qui sera, du moins pendant quelques années, un marché du carbone *sous*-accumulatif.

1 Reuters, 2014, "Value of global CO2 market drops 38 percent in 2013," 2 janvier, http://uk.reuters.com/article/2014/01/02/co2-market-global-idUKL6N0KC1UY20140102.

2 Ibid.

9 "L'ÂGE D'OR DU GAZ" : L'EU S'ENGAGE SUR UNE VOIE DESTRUCTICE

Elena Gerebizza[1]
Re:Common

Début juin 2015, le directeur général du géant pétrolier BP, Bob Dudley, prononça un discours remarquable lors du Congrès mondial du gaz qui se tenait à Paris. Il y présenta le nouveau rôle des multinationales pétrolières comme BP dans « le façonnement d'un âge d'or du gaz ». Ses arguments visent à convaincre le monde, à commencer par l'Europe, que le gaz est le combustible fossile le plus propre et qu'il joue un rôle primordial dans la transition énergétique qui sauvera le climat.

C'est ainsi que les entreprises pétrolières s'apprêtent à discuter sur le climat à Paris. Et c'est ainsi qu'elles reprennent l'argument – « le gaz est le combustible de transition » – que les grandes organisations écologistes ont défendu des années durant dans leurs documents de position et leurs scénarios de transition.

Ces points de vue malheureusement convergents ont en commun le fait de considérer la planète comme un ensemble de cartes, de chiffres, de ressources et de molécules de CO_2, et non comme l'endroit où les êtres humains, qui font partie de la nature, vivent depuis des siècles. De ce même point de vue, la « nature » est décrite comme quelque chose d'assez bizarre qu'il faudrait peut-être « protéger », et non comme l'environnement dans lequel nous vivons grâce à un ensemble complexe de relations enracinées dans de nombreuses valeurs que l'on pourrait polariser soit sur l'exploitation, soit sur les biens communs.

En juin, au moment où Bob Dudley faisait son discours, je m'apprêtais à partir pour l'Azerbaïdjan, un petit pays au bord de la mer Caspienne où BP commença à opérer vers le milieu des années 1990, juste après l'indépendance du pays de l'ancienne Union soviétique. Grâce aux opérations de BP, l'Azerbaïdjan est décrit comme un partenaire -clé pour la « sécurité énergétique » européenne. J'avais été dans ce pays une année plus tôt mais, depuis, toutes les organisations non gouvernementales et tous les médias indépendants que j'avais contactés ont été fermés par le gouvernement. La plupart des activistes et des journalistes ont été mis en prison sous de fausses accusations, ou se sont enfuis à l'étranger.

Emin Huseynov, journaliste et fondateur de l'Institut pour la liberté et la sécurité des journalistes, resta caché pendant 10 mois dans l'Ambassade de Suisse à Bakou, avant de pouvoir quitter le pays sous la protection diplomatique du gouvernement suisse, le 12 juin 2015. L'Azerbaïdjan a plus de 100 prisonniers politiques, y compris des activistes très jeunes dont le crime fut de réclamer la liberté d'expression sur une page de Facebook. L'économie du pays est contrôlée, directement ou indirectement, par la famille Aliyev, au pouvoir depuis l'indépendance en 1991. Les Azerbaïdjanais cherchent des espaces et des occasions de se faire entendre, et n'arrêtent pas d'exhorter l'UE à les appuyer dans leurs revendications de respect des libertés fondamentales. Ils dénoncent que chaque nouvel accord économique avec d'autres pays renforce le pouvoir de la famille dirigeante, et que chaque manifestation de liberté est réprimée. Ils emploient des mots tels que « corruption » et « droits », sans parler d'infrastructure ni de changement climatique.

Néanmoins, l'UE et BP décrivent le grand gazoduc qui doit relier l'Azerbaïdjan à l'Europe comme un « projet d'intérêt commun », stratégique pour la « sécurité énergétique » européenne. Ce projet est peut-être l'installation la plus grande jamais construite entre l'Europe et un pays voisin : avec un coût de 45 milliards d'euros, 3 500 kilomètres de tuyaux s'étendront entre la côte occidentale de l'Azerbaïdjan sur la mer caspienne et la côte sud-orientale de l'Italie, où se trouve une des rares zones marines intactes de la région des Pouilles, en traversant la Géorgie, la Turquie, la Grèce et l'Albanie.

Les communautés des deux bouts du gazoduc sont inquiètes, pour des raisons plus complexes que les seules questions environnementales. Leurs préoccupations portent plutôt sur la démocratie, dont les principes ont été piétinés pour ouvrir la voie au gazoduc du côté italien, et sur les libertés fondamentales et la liberté de parole du côté caspien. Depuis la signature, en 2013, des accords intergouvernementaux

pour la construction du gazoduc, le gouvernement de l'Azerbaïdjan s'est senti assez politiquement couvert pour arrêter toutes les voix discordantes du pays, pour fermer tous les médias indépendants et toutes les organisations internationales, afin de couper tout contact entre la société civile et le reste du monde.

En Italie, la consultation sur l'évaluation d'impact environnemental fut défectueuse. Plusieurs administrations gouvernementales donnèrent des avis différents sur le projet. Toutes les administrations locales – aussi bien du niveau municipal que des niveaux provincial et régional – le rejetèrent et demandèrent des propositions alternatives qu'elles ne reçurent jamais. Par contre, le gouvernement italien utilisa son pouvoir pour imposer des décrets destinés à assurer que le projet fût approuvé en avril 2015. « L'Europe nous le demande, c'est une priorité européenne » : telle est la litanie que les fonctionnaires gouvernementaux ressortaient à chaque occasion. C'est ce qui arrive quand l'UE déclare que les projets « d'intérêt commun » ne peuvent pas être stoppés pour des raisons environnementales, quels qu'en soient les impacts écologiques et l'éventail encore plus large de violations des droits de l'homme dont ils s'accompagnent.

Cette situation n'est pas unique ; au contraire, elle est assez courante, hélas. La nouvelle Commission européenne, en place depuis novembre 2014, a adopté un grand plan d'investissements dans de grandes infrastructures comme instrument-clé de la récupération économique de l'UE. Un plan de 315 milliards d'euros, dont la plupart seront affectés à financer le « corridor gazier sud-européen » et d'autres projets semblables, certains d'entre eux situés au-delà des frontières de l'UE. Les installations pour le stockage de gaz, les usines de production de gaz naturel liquide, les autoroutes, les lignes ferroviaires pour trains à grande vitesse et les installations d'interconnexion électrique sont les principaux investissements décidés quelque part entre les capitales et Bruxelles, à l'insu de la population. Or, des milliers de personnes verront la mise en œuvre de ces projets dans leurs maisons et leurs champs, leurs montagnes et leurs forêts, leurs plages et les mers dont ils sont tributaires.

« L'intérêt supérieur » d'un tel programme d'investissement n'est pas celui des gens. Et il ne coïncide avec aucune lutte pour combattre le changement climatique. C'est plutôt l'intérêt des investisseurs et des grandes entreprises, qui dépendent de plus en plus des marchés financiers et se sont organisés pour gagner de l'argent en extrayant davantage de richesses – financières et physiques – des territoires et de leurs habitants. Le corridor gazier sud-européen et bien d'autres projets « d'intérêt commun » vont probablement provoquer des expropriations en Europe et ailleurs, et renforcer le pouvoir financier et le pouvoir étatique, qui sont en train de devenir aussi des agents de répression chargés de veiller à ce que toutes les installations « stratégiques » soient construites. Les instruments financiers que le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et la Banque européenne d'investissement sont en train de proposer – des emprunts obligataires pour le financement de projets, ou « obligations de projet » – visent à permettre à BP et aux autres transnationales qui participent à la construction du corridor gazier d'injecter de l'argent directement sur les marchés financiers, en utilisant les ressources de l'UE pour améliorer la cote des obligations que les fonds de pensions et les investisseurs achèteront ensuite. Grâce à ce système, on crée une source de revenus sur laquelle sont construits de nouveaux actifs financiers qui finiront par garantir une rentabilité aux investisseurs. Autrement dit, davantage d'argent pour ceux qui restent enfermés dans une économie basée sur les combustibles fossiles et un système d'accumulation permanente.

Cela fait partie de ce que les grandes entreprises pétrolières et gazières veulent dire quand elles parlent de « façonner l'âge d'or du gaz » : comment obtenir des bénéfices supplémentaires, pour elles et pour leurs actionnaires, de l'exploitation des combustibles fossiles. Cela fait partie aussi de la modification que subissent l'Europe et d'autres sociétés, afin de permettre une plus grande extraction de richesses dans chaque domaine possible de notre vie et pour l'avantage de quelques-uns – ce que certains appellent le processus de financiérisation de l'économie et de la société en général. Dans les salles fermées des conférences de l'ONU sur le climat il n'y a ni la place ni la volonté nécessaires pour analyser – et encore moins pour comprendre – les rapports de pouvoir complexes qui sont en train de modifier la société entière. Les communautés et les mouvements devront confronter ce nouveau paradigme avant qu'il ne soit trop tard.

1 Elena Gerebizza fait partie de Re:Common (www.recommon.org), un collectif qui enquête et fait campagne contre la concentration de pouvoir, la corruption et la dévastation de territoires. Re:Common travaille avec des communautés qui s'opposent aux grandes infrastructures dans toute l'Italie et dans le monde, y compris dans les pays où l'on extrait du pétrole et du gaz.

10 LES POURPARLERS SUR LE CLIMAT PROPOSENT DES SOLUTIONS FAUSSES !

CENSAT Agua Viva, Colombie[1]

La réduction des émissions de gaz à effet de serre a été largement diffusée comme la panacée pour atténuer la crise climatique mondiale. Néanmoins, après 20 ans de pourparlers au sein des Nations Unies, l'émission de gaz polluants continue d'augmenter, l'extraction de combustibles fossiles croît à un rythme effréné, surtout dans le Sud, et la consommation d'énergie du Nord n'est toujours pas mise en question. Ce que les négociations sur le climat ont obtenu, c'est la promotion de fausses solutions : des systèmes fondés sur le marché, ou des projets et des politiques qui avantagent, non pas l'environnement, mais les grandes entreprises et les grands pollueurs.

Parmi les fausses solutions proposées pour « résoudre » la crise environnementale figurent les agrocarburants, présentés dans le monde entier comme une manière « durable » de faire face à la crise et au manque de carburants ; ces agrocarburants permettraient de réduire l'émission de gaz à effet de serre et représenteraient en outre une possibilité de développement pour les communautés rurales du monde, surtout dans les pays des tropiques et du Sud. De même, comme dans le cas de la Colombie, la promotion des agrocarburants est favorisée en plus par des instruments de politique publique, des réglementations favorables à l'agro-industrie, des subventions et des avantages fiscaux, et l'obligation d'ajouter des agrocarburants aux hydrocarbures.[2]

Cette promotion des agrocarburants en Colombie a déclenché l'expansion de la monoculture du palmier et de la canne à sucre qui, dans certaines régions, a doublé en étendue en une seule décennie, au point que le pays est devenu le deuxième producteur d'agrocarburants d'Amérique latine. En 2014, 230 000 hectares étaient affectés à la canne à sucre, dont 45 000 pour la production d'éthanol (1 145 000 litres par jour). La superficie plantée de palmiers à huile atteignait 470 000 hectares, dont 290 000 en production, avec une extraction journalière de 1 500 000 litres d'agrodiesel.

En 2012, le ministère des Mines et de l'Énergie et le ministère de l'Agriculture ont annoncé qu'ils s'étaient fixé l'objectif de cultiver, pendant les 10 prochaines années, des plantes énergétiques sur une superficie de trois millions d'hectares. Un million d'hectares seraient affectés à la culture de matière première pour la production d'éthanol, et deux millions à la culture de matière première pour la production d'agrodiesel. On espère ainsi développer progressivement ce modèle agro-industriel.

Bien que la législation colombienne établisse des limites à l'achat de terres, censément pour éviter une concentration excessive et pour préserver leur fonction sociale, la croissance de l'agro-industrie a été soutenue surtout par l'accaparement foncier. De grandes entreprises comme Pacific Rubiales, Manuelita, Riopaila-Castilla, Indupalma, Bioenergy-Ecopetrol et d'autres encore, ont accaparé près d'un million d'hectares dans la région d'Altillanura (les hautes plaines orientales) par des moyens frauduleux, en groupant les acheteurs et les vendeurs, en encourageant les inscriptions massives et en achetant (ou en volant) leurs terres aux paysans (Álvarez et d'autres, 2013).

« Celle-ci est l'entreprise qui nous fait tant de mal, elle s'appelle Bioenergy, tout cela ce sont des plantations de canne à sucre, et à côté il y a les arbres à caoutchouc. Par ici, La Fazenda, et dans l'autre secteur, des usines de traitement. Il ne reste pas beaucoup de vaches, il n'y a plus que de grandes étendues de palmiers, et quelques parcelles de riz. Les rivières ne produisent plus rien à cause de la pollution. »[3]

En plus d'accaparer des terres, ces cultures énergétiques provoquent de graves conflits écologiques au sujet du contrôle de la terre et de l'eau. Tandis que la superficie affectée aux cultures énergétiques grandit à une vitesse vertigineuse, les étendues destinées à l'agriculture et à l'élevage diminuent et la souveraineté alimentaire disparaît ; la dépendance d'aliments de l'extérieur augmente, ainsi que le coût du panier de la ménagère. D'autre part, dans les régions des palmeraies le contrôle de l'eau est une source de conflits, car il y a eu des périodes de sécheresse qui ont porté atteinte aux communautés locales.

Donc, si les pronostics de l'Agence internationale de l'énergie[4], qui estime que la consommation d'agrocarburants triplera d'ici 2040 pour atteindre 4,6 millions de barils par jour, sont corrects, il faut supposer également une forte occupation de terres destinées à la production d'aliments et une perte considérable de forêts et de biodiversité.

Les analyses critiques des écologistes ont démontré que l'encouragement et la stimulation de la production de biomasse pour alimenter les systèmes de transport sont une stratégie des pays du Nord pour que les pays du Sud développent l'agro-industrie, où les transnationales productrices de semences, de produits agricoles toxiques et de facteurs de production jouent un rôle très important. Bien évidemment, cette stratégie est appliquée au mépris des frontières agricoles et environnementales, en accaparant des terres pour créer des plantations industrielles, en utilisant des produits toxiques qui polluent l'eau, en perturbant les cycles écologiques et l'habitat d'espèces indigènes, en changeant l'affectation des sols et en transformant les paysages, c'est-à-dire en multipliant les flux de matière et d'énergie, avec toutes les conséquences d'ordre social et environnemental que cela comporte.

En plus d'avoir de graves effets sur les territoires, les agrocarburants provoquent l'émission de gaz à effet de serre à cause du déboisement et du changement d'affectation des sols. Ainsi, ils n'atteignent pas l'objectif si largement diffusé dans les pourparlers sur le climat, à savoir la réduction des émissions. Par conséquent, ils ne sont pas la solution pour faire face à la crise climatique.

Les fausses solutions sont une manière de nous écarter des réflexions sur des options réelles pour résoudre la crise environnementale mondiale. Les solutions véritables impliquent de proposer une transformation des sociétés dépendantes du pétrole, de freiner la consommation mondiale d'automobiles, de mettre en question la forte consommation d'énergie des pays du Nord et leur responsabilité historique concernant l'émission de gaz polluants. Cela veut dire que, pour proposer des solutions véritables, il est nécessaire de mettre en question le modèle de développement capitaliste et parler des effets de l'extractivisme dans les pays du Sud.

Malheureusement, ces réflexions n'ont pas lieu dans les conférences des Nations Unies sur le changement climatique. Les solutions réelles sont ailleurs et continueront d'être mentionnées par d'autres voix : celles des communautés, des mouvements sociaux, des organisations paysannes, des écologistes et des étudiants. Elles proposent des systèmes agro-écologiques locaux, la souveraineté alimentaire et énergétique, et la gestion communautaire de l'eau et des forêts pour faire face à la crise environnementale et pour que puissent exister d'autres mondes, plus justes et plus heureux. Les négociations sur le climat auront beau vanter les bienfaits des politiques favorables au système que nous devons combattre : ces propositions continueront d'apparaître et de se compléter pour le bien de l'humanité.

1 CENSAT Agua Viva – Les Amis de la Terre Colombie est ne organisation écologiste dont les activités visent à renforcer la capacité d'actions environnementales et sociales des acteurs historiquement les plus pauvres. Nous cherchons, avec les communautés, à défendre les biens communs, sur la base de rapports de justice, d'équité et de dignité.

2 Álvarez, J., Harman, F. & Cardona, H. 2013. Agrocombustibles en la Orinoquía. Censat Agua Viva. Bogotá. 83 p.

3 Un leader des travailleurs de Puerto López montre sur une carte le secteur touché par l'entreprise Bioenergy. Dans : Álvarez, J., Harman, F. & Cardona, H., 2013. Agrocombustibles en la Orinoquía. Censat Agua Viva. Bogotá. 83 p.

4 International Energy Agency. World Energy Outlook 2014. Résumé. 12 p. http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/weo-2014---executive-summary---french-version.html.

LES FORÊTS ET LEUR PEUPLES: LA LUTTE CONTRE UNE DÉFINITION 'À BUT LUCRATIF'

World Rainforest Movement

« Les communautés sont intimement liées aux forêts. Il est impossible d'imaginer les communautés sans leurs forêts, parce que celles-ci leur fournissent tout ce qu'il leur faut... En préservant les forêts, les familles préservent leurs propres moyens d'existence. »

Un paysan de l'Acre, Brésil[1]

Du fait de l'importance évidente des forêts pour la vie sur la planète, des campagnes, des publicités, des projets et des politiques nationales et internationales se développent en grand nombre depuis plusieurs décennies, centrés sur le besoin et l'urgence de « protéger les forêts ». Ce besoin fait l'objet d'un consensus presque universel, car le rôle des forêts est vital pour s'approvisionner en eau, en nourriture, en bois et en médicaments, ainsi que pour réguler les cycles hydrologiques, biologiques et climatiques de la planète. Cependant, on ne précise pas à quoi font allusion ces campagnes, ces politiques et ces propagandes quand elles parlent des « forêts ». L'évidence apparente du sens du terme empêche de se demander ce que sont les forêts et qui doit les définir.

Les peuples qui vivent avec les forêts depuis des générations ont essayé d'expliquer à maintes reprises et de diverses manières les nombreuses significations que « la forêt » a pour eux. C'est la forêt qui donne un sens à leur vie et qui garantit leur survie, non seulement physique mais aussi culturelle et spirituelle. Leurs rapports avec elle sont empreints de respect et d'humilité. Les forêts sont pleines de vie, de couleurs et de sons : dans un seul vieil arbre peuvent vivre jusqu'à 1 500 animaux. Et bien que l'immense variété d'arbres y soit dominante, d'autres espèces végétales de tailles et d'âges divers y prolifèrent également. En plus, les arbres se développent et évoluent en équilibre avec le cycle vivant de l'eau : ils la filtrent et la purifient, évitent l'érosion des sols, alimentent les bassins hydrographiques et amortissent les vents et les orages. De même, les arbres sont indispensables pour équilibrer le climat mondial, grâce à leur capacité de piéger du dioxyde de carbone et de libérer de l'oxygène par photosynthèse. Leur adaptation à des conditions diverses – hautes et basses altitudes, vallées humides, zones arides, eau douce ou salée – a produit de nombreux types de forêt. Les réseaux de vie que les forêts soutiennent permettent que l'eau, les plantes, les animaux, les populations, l'air et le sol entretiennent des rapports étroits et interdépendants.[2]

Or, il existe une définition des forêts qui est utilisée et défendue par la plupart des organismes multilatéraux, des ONG, des agences gouvernementales, des conventions et des accords sur le climat et qui, par conséquent, est considérée comme officielle. Cette définition « universelle », formulée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), est la suivante : « Terres occupant une superficie de plus de 0,5 hectare avec des arbres atteignant une hauteur supérieure à 5 mètres et un couvert arboré de plus de 10 pour cent, ou avec des arbres capables d'atteindre ces seuils in situ. » Autrement dit : forêt = ensemble d'arbres doué de certaines caractéristiques physiques et spatiales.

Cette définition est remarquable pour plusieurs raisons. Premièrement, elle porte à se demander pourquoi seuls les arbres sont pris en compte, et non d'autres êtres et organismes vivants qui font partie de la forêt, comme les animaux, des fonctions comme le cycle de l'eau, ou les peuples forestiers avec leur univers immatériel qui détermine des

cultures et des spiritualités. Deuxièmement, en définissant la forêt selon sa superficie et d'après la hauteur et la densité des arbres, on y inclut non seulement les forêts amazoniennes, congolaises et sud-asiatiques mais aussi les millions d'hectares de plantations d'eucalyptus, de pins et d'autres espèces cultivées en régime de monoculture. Le discours officiel ne révèle pas non plus une intention sérieuse de sensibiliser à la complexité de la forêt, et il exclut tout débat sur les problèmes fonciers, sur les causes véritables de la destruction de la forêt et de ses réseaux de vie, etc. Bref, d'après la FAO une forêt peut être abattue et continuer d'être une forêt.

Par conséquent, des millions d'hectares de forêts, dans le monde entier mais surtout dans les pays du Sud, sont remplacés par des plantations industrielles que l'on présente comme des « forêts plantées ». Ces plantations ont quadruplé dans les pays du Sud pendant les deux dernières décennies, et elles couvrent aujourd'hui plus de 60 millions d'hectares.[3] Une telle expansion part de la logique qui sous-tend le pillage permanent des forêts et de leurs peuples, et qui comporte le déboisement, la destruction de territoires essentiels à la survie d'animaux, de plantes et d'êtres humains, l'épuisement de sources d'eau et de nutriments des sols, la pollution due à l'emploi excessif de produits agricoles toxiques, le dépouillement de populations et la perte de leurs territoires, leurs cultures, leur autonomie et leurs moyens d'existence, la violation des droits de l'homme et la criminalisation de l'opposition.[4] Malgré leurs graves effets négatifs, les plantations industrielles sont vivement encouragées pour alimenter les industries de la pâte et du papier et, depuis quelques années, comme « puits de dioxyde de carbone », ainsi que pour répondre à la croissante demande européenne qui encourage l'emploi de bois pour la génération d'énergie électrique.

Alors, à qui profite la définition de la FAO ?

Une raison importante pour laquelle la FAO et ses amis ne parlent que d'arbres ou de bois réside dans les rapports étroits que cette agence maintient avec l'industrie du bois, de la pâte et du papier. Ces rapports sont visibles, par exemple, dans le Comité consultatif du papier et des produits dérivés du bois, dont les membres sont des cadres supérieurs de ces industries. Il n'est donc pas surprenant que la définition de la FAO comprenne les plantations industrielles. Le fait de les considérer comme des « forêts » ou des « forêts plantées » aide les entreprises à convaincre les autorités et la population en général que leurs plantations, loin de causer des dégâts écologiques, sont aussi bénéfiques que les forêts « naturelles ».

Les conférences internationales des Nations Unies sur le climat ont pris la définition de la FAO comme point de référence. Ainsi, les entreprises de plantation peuvent profiter de l'idée que les « forêts » sont d'importants réservoirs et puits de dioxyde de carbone. Dans la pratique, cela veut dire qu'une entreprise qui crée une plantation industrielle d'arbres dans un pays du Sud pourra, grâce au marché d'émissions, obtenir des bénéfices supplémentaires en vendant aux grands pollueurs du Nord les crédits-carbone issus de sa plantation.[5]

Bien que les promoteurs de ce système affirment que la pollution générée à un endroit peut être compensée, par exemple, par une plantation d'arbres qui absorbe une quantité équivalente de carbone à un autre endroit, le fait est que ces plantations augmentent les émissions. Les molécules de dioxyde de carbone stockées dans les arbres ont beau être, du point de vue chimique, identiques aux molécules émises par un pollueur du Nord : du point de vue climatique elles sont absolument différentes. Le carbone emmagasiné dans les arbres est libéré quand ces arbres sont coupés et brûlés pour fabriquer de la pâte, du papier ou d'autres produits dérivés du bois. D'autre part, il est presque impossible de quantifier les émissions réelles d'une plantation industrielle : il faudrait considérer également la production de carbone du sol, aussi bien dans les limites de la plantation qu'en aval, les effets sur les peuples déplacés qui pourraient migrer vers des centres urbains où le mode de vie implique d'autres volumes de pollution, et bien d'autres facteurs.[6] De son côté, l'entreprise polluante du Nord, en brûlant des combustibles fossiles, libère une quantité de carbone

qui était restée piégée dans le sous-sol pendant des siècles, et fait augmenter par conséquent le volume total de carbone qui circule dans l'atmosphère.

Par conséquent, l'industrie des plantations et ses investisseurs ont la possibilité d'obtenir davantage de subventions et de bénéfices. D'après la définition de forêt de la FAO, des entreprises comme Suzano, Asia Pulp & Paper, Green Resources et tant d'autres, qui dévastent des millions d'hectares de territoires et de forêts, n'ont rien déboisé. Par contre, elles peuvent tirer profit de la vente de crédits-carbone et même du système dénommé REDD (réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts).

Ce système, créé et discuté dans les négociations des Nations Unies sur le climat et encouragé par la Banque mondiale entre autres, est présenté comme une solution pour freiner la déforestation. Or, une fois de plus, la logique qui le sous-tend permet l'expansion du système hégémonique de production et de consommation, pourvu que la destruction des forêts soit « compensée ». En 2009, lors des pourparlers sur le climat qui ont eu lieu en Indonésie, un « plus » a été attribué au système REDD, pour y inclure la possibilité d'augmenter les « réservoirs de carbone ». La définition de forêt de la FAO convient parfaitement aux projets REDD, car elle permettrait aux plantations industrielles de comptabiliser le carbone de leurs arbres et d'obtenir des bénéfices plus importants en vendant les crédits correspondants sur le marché financier.[7] Au lieu de considérer les causes réelles du déboisement et d'essayer de les combattre, on transforme les « forêts » en simples réservoirs de carbone, cotés en bourse, vidés de leurs habitants et contrôlés par les entreprises. Bien entendu, ce fut la FAO qui suggéra d'inclure les « forêts plantés » dans le système REDD.[8]

Les politiques erronées et injustes sur les forêts et le climat partent d'une vision industrielle et étrangère. Elles sont formulées et décidées « en haut » pour être appliquées « en bas ». Mais la forêt n'est aucunement un simple ensemble d'arbres, et encore moins une simple source de bois. La vision en question ne sert qu'à exclure encore davantage les peuples qui ont toujours défendu leurs territoires et leurs forêts contre les responsables du déboisement et de la pollution à grande échelle. Un grand nombre d'organisations, de réseaux et de mouvements sociaux luttent, depuis plus de 10 ans, pour une modification de la définition de forêt de la FAO.[9] Les plantations ne sont pas des forêts !

Mouvement mondial pour les forêts tropicales
http://wrm.org.uy/fr/

1 "Bosques: Mucho más que una gran cantidad de árboles", WRM, 2011, http://wrm.org.uy/es/videos/bosques-mucho-mas-que-una-gran-cantidad-de-arboles-2/.

2 Pour en savoir plus : « Les forêts et les gens », Bulletin nº 162 du WRM, janvier 2011, http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/les-forets-et-les-gens/.

3 "Panorama des plantations industrielles d'arbres dans les pays du Sud. Conflits, tendances et luttes de résistance », WRM, 2012, http://wrm.org.uy/es/files/2013/01/EJOLT3_ESPs.pdf.

4 Pour davantage d'information sur les plantations industrielles et leurs impacts veuillez visiter : http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/les-plantations-darbres/.

5 Vous trouverez davantage d'information sur des cas et des luttes contre les plantations comme puits de carbone sur: http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/les-plantations-darbres/les-plantations-comme-puits-de-carbone/.

6 "Mercados de Carbono: la neoliberalización del clima", Larry Lohmann, 2012, www.thecornerhouse.org.uk/sites/thecornerhouse.org.uk/files/Mercados de carbono FINAL.pdf.

7 Pour en savoir plus : « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés », WRM, 2012, http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/10-alertes-sur-redd-a-lintention-des-communautes/

8 http://www.fao.org/docrep/012/al248e/al248e00.pdf.

9 Vous en trouverez des exemples sur : http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/resistance-locale-et-mondiale/journee-internationale-de-lutte-contre-la-monoculture-darbre/.

12 Les contradictions du système REDD

Wally Menne

Le système REDD+ est en train de détruire la biodiversité et d'endommager des écosystèmes tels que les forêts, tout en conspirant contre les communautés locales et les peuples autochtones.

La prochaine conférence de l'ONU sur le climat qui se tiendra à Paris, en France, aboutira probablement à un accord sur la mise en œuvre de la Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD). Or, ce système est développé et appliqué dans les pays du Sud surtout au profit de certains pays et industries qui, en accédant aux terres d'autres pays, pourront compenser leurs émissions de gaz à effet de serre et obtenir des bénéfices grâce aux instruments financiers prévus. Voici pourquoi :

LES PRINCIPES DU SYSTÈME REDD

L'idée de REDD a obtenu l'adhésion de plusieurs « pays forestiers » du Sud, qui l'ont considéré comme un moyen réalisable de protéger les forêts tout en proposant des avantages financiers sous la forme de paiements pour la compensation d'émissions. Au lieu de dépendre de la coupe d'arbres, qui finirait par épuiser les forêts, provoquerait la dégradation de l'environnement local et porterait atteinte aux écosystèmes, il récompenserait les pays qui n'exploitent pas leurs forêts.

LES ORIGINES DU SYSTÈME REDD

Le système REDD est officiellement né quand il a été inclus dans la feuille de route de Bali, lors de la conférence de l'ONU sur le climat tenue en Indonésie en 2007. Il était censé enrayer la diminution des forêts, arrêter leur dégradation et contribuer à leur régénération. Cependant, ce système a suscité beaucoup de conflits locaux, et plusieurs rapports d'ONG ont déjà signalé de nombreux problèmes à son sujet.[1]

LE SYSTÈME REDD ET LES DROITS

L'application de ce système aboutit à l'érosion des droits de l'homme. Les peuples forestiers et les communautés tributaires des forêts seront privés de leur droit d'accès et de celui d'utiliser ces forêts et les ressources qu'elles contiennent. Cette exploitation est souvent artisanale et se fait en soignant et en respectant la nature pour préserver la biodiversité des territoires à long terme ; néanmoins, elle a été dénaturée dans les documents officiels de l'ONU et les documents nationaux, qui la présentent comme une cause importante de la diminution des forêts. Ceci a provoqué de nombreuses violations des droits des personnes qui ont protégé leurs forêts depuis des générations.

MISE EN GARDE SUR REDD

Les plantations d'arbres ont été présentées, avec malveillance, comme un « type de forêt » susceptible de remplacer les vraies forêts. Cette contrevérité ignore l'importance de la biodiversité des forêts réelles, ainsi que les effets négatifs des plantations sur la société et l'environnement. C'est un mensonge flagrant qui a été vigoureusement défendu par la FAO, l'ONU, les négociations sur le climat et même par le Forest Stewardship Council, le principal système de certification de l'exploitation forestière soi-disant responsable et des plantations, par le truchement de définitions et de termes trompeurs comme, par exemple, « forêts plantées ».

LES DANGERS DU SYSTÈME REDD

Il est tout à fait possible que les plantations soient incluses dans le système REDD afin d'attirer des investisseurs. La transformation délibérée des forêts qui restent sur la planète en plantations d'arbres composées surtout d'espèces exotiques destructrices de la biodiversité, envahissantes, stériles, avides d'eau et portées à prendre feu, représente un danger réel. Dans le monde entier, des arbres sont soumis à des manipulations génétiques au profit des industries du bois, de la pâte, du papier et des agrocarburants. Des arbres GM sont déjà plantés partout en Chine et, ces derniers temps, des variétés d'eucalyptus GM ont été approuvées pour des essais en plein champ aux États-Unis et au Brésil.

UNE INVASION DE PROJETS REDD

Les plantations ont déjà été encouragées en tant que « puits de carbone » par le programme de compensation de l'ONU dénommé Mécanisme de développement propre (MDP). Or, les grandes entreprises visent aussi à créer encore plus de plantations d'arbres dans les pays non forestiers, sous la forme de projets REDD. Ceci permettrait aux entreprises forestières de « compenser » le déboisement permanent qu'elles provoquent ailleurs par la coupe d'arbres et le changement d'affectation des sols.

DES PROJETS REDD POUR DE L'ÉNERGIE

Si la plantation d'arbres avait pour seul but de reconstituer les forêts, comme dit la théorie du système REDD, elle ne devrait porter que sur les espèces qui sont présentes naturellement à un endroit déterminé. Or, les transnationales ont un autre programme, qui vise à créer d'énormes ressources énergétiques dérivées du bois sur les terres des pays du Sud : des combustibles à base de biomasse, comme les chips, les pellets, le charbon de bois, l'éthanol et le biodiesel.

REDD ET LA RÉGÉNÉRATION DES FORÊTS

Il existe de nombreux exemples de projets et de programmes communautaires que l'on pourrait considérer comme de la régénération forestière authentique mais qui sont généralement ignorés par ceux qui ont des aspirations de type REDD. Les peuples autochtones et les communautés locales s'en sont déjà occupés et possèdent les savoirs traditionnels, les connaissances et les compétences requises pour mettre en œuvre ces projets avec succès, ainsi que pour se charger de l'entretien et des soins nécessaires pour assurer la survie de la forêt restaurée.

LES CONFLITS CRÉÉS PAR LE SYSTÈME REDD

L'expulsion de communautés de leurs zones boisées traditionnelles est une violation directe de leurs droits humains et collectifs. Cette expulsion se fait généralement par la force ou la contrainte, et implique en outre que les besoins de ressources naturelles des personnes concernées, comme le bois de feu et la nourriture, devront être satisfaits ailleurs. Ainsi, la concurrence pour les ressources augmente dans les zones où les gens se réinstallent, ce qui est le meilleur moyen pour susciter des conflits. Au Kenya, par exemple, les Sengwer ont été expulsés de leur terre au nom de REDD+.[2]

LES ILLUSIONS DE REDD+, REDD++ ET REDD+++

Dans leur quête continuelle de nouvelles possibilités, les acteurs du marché du carbone ont goulûment trouvé de nouveaux moyens de développer le système REDD pour y inclure non seulement d'autres écosystèmes mais aussi l'agriculture, les sols, les étendues d'eau et même la végétation marine, comme par exemple les bancs d'algues. En plus de l'atmosphère, les marchands de carbone essaient maintenant de rendre commercialisable la planète entière.

LES PRODUITS REDD EN TANT QUE CAPITAL

Si REDD est formellement accepté par les négociations de l'ONU sur le climat ou par la Banque mondiale, les transnationales polluantes pourront faire figurer le coût des projets REDD dans leurs bilans comme actifs immobilisés, au lieu de les considérer comme des frais d'exploitation ou de production. Cela se traduira par le transfert de la propriété des terres communautaires soumises aux projets REDD aux actionnaires des entreprises du Nord et aux banques.

REDD ET LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE

Si le carbone présent dans les forêts, les plantations, ou même dans les carrés de légumes, appartenait à des nations ou des entreprises polluantes, celles-ci auraient aussi le contrôle des terres concernées, c'est-à-dire les sols, l'eau et la biodiversité (sauf celle, inexistante, des plantations d'arbres !). Les peuples autochtones et les communautés locales qui passeront des accords REDD perdront leur pouvoir de décision et leur libre accès à leurs propres terres et ressources.

LE PASSIF DU SYSTÈME REDD

Il y a déjà eu des cas de corruption et d'activités délictueuses associées aux transactions en crédits-carbone, et ce problème va s'aggraver avec les crédits de compensation REDD+. L'évasion de la TVA, les crédits issus de projets frauduleux ou inexistants, le double comptage des émissions ou la revente de crédits expirés ont été dénoncés et montrent que le système d'échange d'émissions est facilement manipulé et vulnérable aux abus, au détriment des forêts et des communautés locales.

LES RÉSULTATS DU SYSTÈME REDD

Avec le temps, toutes les forêts pourraient devenir des produits commercialisables, soit sous la forme de crédits-carbone, de crédits sur les sols, de droits sur l'eau ou d'opérations à terme sur l'oxygène ! Nous savons déjà que les activités d'extraction de tourbe et d'eau ont affecté l'accès des communautés à leurs propres ressources. La production d'eau en bouteille et de boissons manufacturées telles que les sodas est en train d'accroître le contrôle commercial de sources d'eau douce d'importance vitale, qui devraient appartenir à tous.

LES RISQUES DU SYSTÈME REDD

Les soi-disant « sauvegardes » que l'on propose pour remédier aux problèmes que posent les projets REDD portent à croire que les activités REDD doivent être très risquées, et qu'elles pourraient être plus nuisibles que la pollution industrielle qu'elles sont censées annuler. Il est temps de lutter pour les précieuses forêts qui restent sur la planète et de ramener à la raison les criminels du climat obsédés par REDD qui participeront à la COP 21 de la CCNUCC.

Le système REDD est truffé de problèmes ; néanmoins, les représentants de certains pays sont résolus à faire approuver l'adoption d'un quelconque mécanisme REDD lors de la conférence sur le climat qui aura lieu à Paris. Cela n'annonce rien de bon pour les communautés forestières dont les territoires sont la cible de projets REDD. REDD+ leur promet, entre autres choses, une désertification et un appauvrissement d'une portée inimaginable. La destruction des terres fertiles, de la biodiversité et des réserves d'eau, le déplacement et l'asservissement de communautés autrefois fières et indépendantes, seront le prix à payer si REDD+ l'emporte.

1 Rapports de Greenpeace, FoEI, GFC, Global Witness.

2 Rapport sur l'expulsion des Sengwer.

13 LA POLITIQUE NATIONAL DE L'INDE SUR REDD+: LES MENSONGES DE TOUJOURS VETUS DE NEUF

Soumitra Ghosh[1]

Le gouvernement de l'Inde vient de présenter sa politique nationale sur REDD+. Cet article se veut une brève réponse à ce projet et au « Document de référence sur REDD+ en Inde » dont il s'accompagne (Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique, août 2013).

La politique nationale de l'Inde sur REDD+ : quoi de neuf ?

La politique en question contient le paquet habituel de suppositions sans fondement, de pseudoscience, de demi-vérités et de mensonges qui sont à la base de l'illusion que le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre peuvent être contrôlés par le marché capitaliste néolibéral qui requiert d'une consommation plus intensive de combustibles fossiles comme le charbon et le pétrole. Le fait que les forêts et les plantations « absorbent » les émissions des industries et des villes contribue fortement à cette illusion. Or, cela comporte deux dangers : d'une part, la perpétuation du mythe que l'accumulation et la production capitalistes peuvent continuer à l'infini tout en respectant l'environnement ; d'autre part, la financiérisation et la capitalisation subséquente de la nature. La nature en tant que telle se transforme en capital au moyen de systèmes comme REDD+, au grand dam des communautés dont la souveraineté alimentaire, les moyens d'existence et la culture sont associés à des systèmes naturels comme les forêts et à l'environnement en général.

Le colportage de clichés et de mensonges

Les mensonges concernant le couvert forestier

Les données que présentent les agences gouvernementales au sujet du couvert forestier, basées sur des images satellites, ont toujours été suspectes.[2] Le rapport de 2011 sur la situation des forêts publié par Forest Survey of India montre que, dans certains districts du pays, le taux de déboisement a atteint 30 %, bien que le couvert net ait augmenté. L'enquête correspondant à 2013 montrait aussi une augmentation nette du couvert forestier, qui fut immédiatement contestée.[3] Le document de référence publié avec le projet de politique sur REDD+ dévoile le mystère : il stipule que toute étendue arborée dont la canopée atteint une densité de 10 % ou plus doit être considérée comme une forêt, même si elle se trouve à l'extérieur de la zone forestière déclarée, parce que – suivant ce raisonnement – toute forme de végétation arborée rend le « service » d'absorber et de stocker du carbone. Ainsi, le couvert forestier peut augmenter sans cesse, même si le déboisement organisé et officiellement autorisé sous la forme de « défrichage forestier » pour la mise en œuvre de projets de développement, tels que de nouvelles mines de charbon ou des centrales électriques thermiques, se poursuit et augmente.

Les déclarations sur le stockage de carbone

Suivant un processus auquel participent uniquement des fonctionnaires gouvernementaux et une poignée d'ONG triées sur le volet, on mesure la « valeur en carbone » des forêts, en passant outre au fait que, même dans le contexte national de l'Inde, la comptabilisation du « carbone forestier » a toujours été un point controversé et qu'il n'existe pas encore de méthodes normalisées et acceptées par tout le monde pour effectuer ces calculs.[4] Les chiffres concernant le piégeage de carbone découlent de données discutables sur le couvert forestier et ne tiennent pas compte de l'incidence du déboisement organisé. L'une des raisons principales pour lesquelles les estimations du gouvernement indien ne résistent pas à un examen approfondi est que le taux de déboisement à des fins industrielles ou commerciales est en train de croître de façon alarmante, et que les marchés du carbone n'en tiennent pas compte du tout. Une estimation récente montre qu'en 30 ans (de 1981 à 2011), et depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur la conservation des forêts dont le but était d'arrêter le détournement des sols forestiers, 1 198 676 hectares de forêts furent affectés à d'autres fins.[5] Entre 2007 et 2011, soit en quatre années seulement, des mines et divers projets industriels occupèrent 204 425 hectares de forêt.[6]

Les déclarations sur la participation et le bénéfice des communautés

Quand on lit la politique REDD+ conjointement avec le Document de référence qui l'accompagne, le panorama devient plus complexe. Bien que le Document de référence présente un scénario détaillé des dénommées forêts communautaires REDD+, la politique/stratégie parle de la Gestion forestière conjointe

(GFC) comme stratégie principale de fonctionnement pour la gestion des forêts dans le nouveau régime REDD+. Cette stratégie propose de diminuer la « dépendance des forêts » des communautés en créant un de ces vagues paquets d'instruments typiques de la GFC, comme les combustibles bon marché pour la cuisine, les sources d'énergie non conventionnelles, des logements permanents à faible prix, des installations améliorées pour les services de santé, et des moyens d'augmenter la productivité agricole. Il est précisé aussi que les paiements REDD+ seront canalisés par des comités de la GFC tels que le Comité de la protection des forêts et le Comité de l'Écodéveloppement, entités créées et contrôlées par le département des Forêts. L'ironie de la chose est que, tandis que la FRA – Loi sur les tribus enregistrées et autres habitants traditionnels des forêts (Reconnaissance des droits forestiers) est un instrument législatif qui protège les droits communautaires, la promotion sans excuses de la GFC conspire contre ces mêmes droits. Et surtout, la politique REDD prescrit aussi une stratégie de gestion qui restreint l'accès des communautés aux forêts. En plus, les comités de la GFC utiliseront davantage d'argent à lutter contre des institutions telles que les organismes de gestion forestière, traditionnels ou nouveaux, que la FRA reconnaît et prévoit.

Les mouvements pour les forêts et les organisations communautaires de l'Inde s'opposent à la promotion gouvernementale de REDD+ ; REDD et REDD++ ont été considérés par eux comme une sorte de vente à découvert des forêts du pays sur le marché international du carbone.[7] Ils disent que REDD+ ne fera qu'accentuer les inégalités et les erreurs judiciaires inhérentes au régime forestier de l'Inde, dont l'origine réside dans des lois coloniales coercitives comme la Loi sur les Forêts de 1927, et la Loi sur la Protection de la Nature de 1972, considérée comme draconienne.

Vu la tyrannie quasi-féodale qu'exerce le Département des forêts sur la plupart des forêts du pays, et l'emprise croissante des capitaux privés sur les zones boisées, il y a tout lieu de craindre que les communautés ne subissent des restrictions considérables pour accéder à un projet REDD+ susceptible de fonctionner. D'un bout à l'autre de la Politique et du Document de référence, l'accent est mis sur le maintien de la méthode de conservation « en forteresse » dans le système REDD. Les communautés et leur utilisation de la forêt sont perçues comme les facteurs principaux du déboisement et de la dégradation ; à maintes reprises on répète dans ces documents qu'il faut réglementer ou restreindre l'accès des communautés au contrôle, afin d'éviter des « effets adverses » sur les « performances de REDD+ ».

L'absence de transparence

La Politique affirme que la mise en œuvre de REDD+ sera transparente et démocratique : un système national de surveillance des forêts sera créé ; la surveillance et la vérification se feront de manière « transparente, inclusive et efficace », en mettant en place une architecture et gouvernance nationale de REDD+ ; une « Plate-forme de participation des parties prenantes » sera constituée, pour que les « communautés tributaires des forêts, la société civile et les autres parties prenantes » participent « réellement à la prise de décisions et à la mise en œuvre de REDD+ ».[8]

Dans la section sur la stratégie, on annonce la création future d'un instrument pour canaliser vers les communautés les paiements REDD+.

Cependant, quelle information sur REDD+ recevront les communautés ? Les populations pauvres qui dépendent des forêts – déjà gravement touchées par le changement des cycles de la mousson et par la modification du cycle de développement des végétaux (qui se traduit par des modifications dans la disponibilité de produits forestiers vitaux, comme les plantes médicinales et divers types d'aliments forestiers) et par d'autres effets du changement climatique – savent-elles que leurs forêts sont négociées sur les marchés internationaux pour que les entreprises des pays riches puissent continuer de polluer autant que d'habitude ? Presque partout dans l'Inde, où le gouvernement contrôle tous les types de forêts, la réponse évidente est non. Nous devrions nous rappeler aussi que l'objectif principal de tout le processus de vérification et de surveillance est de se renseigner sur les stocks de carbone, et non sur la santé des forêts et le degré de dépendance des gens.

L'imposture de l'affaire : RL (niveau de référence) et non REL (niveau d'émissions de référence)

La Politique ne précise pas comment seront financés les projets REDD+. Le Document de référence montre qu'un des instruments financiers suggérés s'adresse au secteur privé (« *des options de financement qui rendent plus rentables les investissements du secteur privé)* au sein du marché intérieur d'émissions, au lieu d'accorder aux entreprises des permis d'émission généreux, ou de les exempter de l'obligation actuelle d'utiliser des énergies de sources renouvelables. Le Document de référence dit : « Pour optimiser le

potentiel de REDD+, il sera prudent d'investir dans le secteur forestier mais aussi à l'extérieur de ce secteur [...] de s'attaquer directement aux facteurs déterminants du déboisement pour améliorer les services d'atténuation découlant de REDD+ ».[9] On peut supposer qu'un programme intérieur d'échange d'émissions, développé et en fonctionnement, sera favorable à l'Inde dans les négociations sur le climat, puisque le pays pourra toujours demander qu'il soit reconnu comme partie intégrante des futures réductions obligatoires des émissions.[10]

Le Document de référence fait preuve d'ingéniosité quand il explique comment faire pour que les forêts de l'Inde paraissent plus riches en carbone qu'elles ne le sont. En se centrant dans la perspective la plus favorable, il affirme que ce qu'il faut déterminer c'est le RL, et non le REL des forêts du pays. Le RL est un niveau de référence général du potentiel de piégeage/stockage de carbone d'une parcelle déterminée de forêt (disons 1 hectare), tandis que le REL est le niveau d'émissions de référence, qui s'applique au calcul des émissions probables dans un scénario futur de déboisement/dégradation des forêts. En remplaçant l'un par l'autre, l'Inde peut éviter les questions d'additionnalité et, par conséquent, toutes les forêts, y compris celles déjà « conservées » et « protégées » dans le cadre de certains projets nationaux existants, peuvent être utilisées pour REDD+. De même, le besoin de calculer les « fuites » (le volume des émissions qui peuvent se produire ailleurs malgré le projet REDD ou REDD+ dans les scénarios probables où le déboisement ou la dégradation continueront) disparaît une fois disparu le besoin de déterminer le niveau d'émissions de référence.

L'argent et le contrôle

Plutôt que les communautés et la philanthropie, c'est l'argent – surtout l'argent provenant du carbone forestier – qui est au cœur de REDD+. Dans certains cas, une petite partie de cet argent parviendra peut-être, au goutte à goutte, aux pauvres des communautés forestières une fois que les projets seront en marche, mais ce ne sont pas eux qui contrôleront les flux de fonds. Les pauvres tributaires des forêts recevront quelque chose, mais surtout pour les maintenir éloignés des forêts, car le gouvernement indien penche pour un système de gestion conjointe où les décisions cruciales sur l'utilisation de la forêt seront prises non pas par la population mais par les fonctionnaires forestiers.

Une version plus longue de cet article parut en mars 2015, dans le numéro 3 de Mausam, le magazine de l'Inde sur le climat. Voir http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/mausam-1.

1 Soumitra Ghosh est un activiste et chercheur social qui travaille avec les communautés forestières de la région subhimalayenne du Bengale-occidental, en Inde. Il est associé au All India Forum of Forest Movements (AIFFM) et peut être contacté à l'adresse soumitrag@gmail.com.

2 Ghosh, S., et d'autres, Imaginary Sinks: India's Forest Carbon Ambitions, in The Indian CDM: Subsidizing and Legitimizing Corporate Pollution, Ghosh, S. et Sahu, S.K. (éditeurs), 2011, Kolkata. Disponible sur www.thecornerhouse.org.uk/resource/indian-cdm.

3 Rajshekhar, M, India's natural forests half of what ministry claims, dans Economic Times, 17 juillet 2014, http://articles.economictimes.indiatimes.com/2014-07-17/news/51656860_1_forest-cover-forest-survey-forest-area.

4 Ghosh, S., et d'autres, ibid.

5 "Le 25 octobre 1980, le Ministre de l'Environnement et des Forêts a donné son approbation à la réaffectation de 1 189 294 ha de sols forestiers à des fins non forestières, concernant 23 511 propositions reçues de plusieurs États/gouvernements UT », dit le ministre de l'Environnement et des Forêts, Prakash Javadekar, dans une réponse écrite au Conseil des États. Voir http://www.outlookindia.com/news/article/1189294-Hectares-of-Forest-Land-Converted-Since-1980/852455, page visitée le 2 août 2014.

6 Voir http://www.downtoearth.org.in/content/environment-ministry-creates-record-forestland-diversion. Le Document de référence n'accorde aucune importance au déboisement organisé, qu'il appelle déforestation 'planifiée', contrôlée par le gouvernement. Il ajoute que 'cela peut toujours être ajusté pour respecter le principe de durabilité', qu'il 'ne sera peut-être pas nécessaire de s'occuper des causes planifiées' et que le défi consistera plutôt à 's'attaquer aux causes non planifiées', c'est-à-dire à faire en sorte que les gens n'approchent pas des forêts.

7 A Formula for More Land and Resource Grabbing: Dangers of the Green India Mission, Joint Statement by Forest Movements in India, publié par le Forum National des peuples et des travailleurs forestiers (NFFPFW) et la Campagne pour la survie et la dignité (CSD), 2010, et ON REDD CLIMATE SCHEME, Joint statement by Indian forest movements, 2009.

8 India's National Redd+ Policy', 2014, http://www.moef.nic.in/sites/default/files/Draft%20National%20REDD%2B%20Policy%20and%20Strategy%202014_0.pdf, page consultée le 17 juin 2015.

9 Reference Document for REDD+ in India', http://envfor.nic.in/content/reference-document-redd-india, page consultée le 17 juin 2015.

10 La politique sur REDD+ dit : « Les forêts neutralisent déjà 11 % des émissions de GES. L'Inde ajouta près de 3 mha de forêts dans la décennie 1997–2007 ».

Ceux qui ont pris conscience du problème du changement climatique et qui voient son origine dans le capitalisme et les inégalités sont de plus en plus nombreux ; or, il arrive trop souvent que les grandes ONG écologistes et les organisations qui se centrent sur la quantité de molécules de CO_2 de l'atmosphère finissent par réclamer des « actions » ou des « solutions » vagues et imprécises. Pour les transnationales et les gouvernements qui ont un fort intérêt à maintenir les choses en l'état, ces revendications floues sont une invitation : elles offrent de nouvelles possibilités lucratives et de stratégie politique.

Particulièrement désireuses de continuer à fonctionner comme d'habitude et de ne manquer aucune occasion de gagner de l'argent, les grandes entreprises agricoles et forestières, les sociétés pétrolières, l'aéronautique, l'armée des États-Unis et les grandes industries biotechnologiques cherchent à développer de nouvelles formes d'énergie et de produits chimiques, une « bio-économie verte » basée sur la biomasse, à la place de l'actuelle « économie brune » basée sur les combustibles fossiles. Elles offrent une porte de sortie facile sans aucun danger pour le statu quo. Elles promettent de perpétuer le même système, la même économie – sous des habits d'une couleur différente – et même d'augmenter les bénéfices.

Le côté peu pratique de la chose est que, pour parvenir à une « bio-économie » à l'échelle de l'économie basée sur les combustibles fossiles, il faudrait disposer de la biomasse de nombreuses planètes (la biomasse étant la matière organique qu'on utiliserait comme matière première). L'industrie affirme qu'elle peut aboutir à « l'indépendance énergétique » avec des bio-produits « à faible intensité de carbone » et « durables ». Elle parle en termes élogieux de l'existence de « déchets et résidus » en abondance et de l'utilisation de « terres marginales » (ce dernier terme désignant généralement des terres qui ne sont pas en production au service de l'économie globale, même si elles sont fondamentales pour les moyens d'existence de la population locale, des petits agriculteurs ou des gardiens de troupeaux saisonniers). Or, même avec le volume de production actuel, nécessaire pour répondre à la demande en carburants de transport, surtout à celle des États-Unis et de l'Union

14 MANIPULATION GÉNÉTIQUE DE LA VIE : L'ILLUSION D'UNE 'BIO-ÉCONOMIE'

Rachel Smolker[1]

européenne, les impacts se font sentir, sous la forme d'augmentation du prix des aliments, de perte de sols, d'eau et de biodiversité, d'appropriation de terres et d'investissements spéculatifs.

En plus d'un incroyable volume de biomasse, l'industrie affirme que la « bio-économie » requiert quelques prouesses, tout aussi incroyables, d'ingénierie génétique, et c'est là que la biotechnologie entre en scène. Des chercheurs s'attèlent à la tâche, ils manipulent, synthétisent et réorientent le patrimoine génétique de divers arbres, cultures, microbes, algues et autres formes de vie, le sortant de sa place dans l'évolution de la toile de la vie pour l'insérer dans des usines chimiques vivantes qui crachent les matières premières de l'économie « verte » : biocarburants, produits biochimiques et pharmaceutiques, bioplastiques, bioproduits et bien d'autres encore. Ainsi, l'adoption espérée et fortement subventionnée d'une « bio-économie » est présentée comme un « solution » du changement climatique, susceptible de remplacer sans accroc l'économie basée sur les combustibles fossiles.

À titre d'exemple, le Département de l'énergie des États-Unis travaille sur un projet dénommé PETRO, acronyme de *Plants Engineered to Replace Oil* (« plantes génétiquement modifiées pour remplacer le pétrole »). Avec d'autres agences gouvernementales, ils se hâtent d'essayer sur le terrain, dans tout le sud-est du pays, une série de cultures agricoles et d'arbres génétiquement modifiés. Or, les arbres transgéniques comportent des dangers graves car ils accélèrent le déboisement, l'épuisement des nutriments des sols et des réserves d'eau et la dépossession des communautés locales, en particulier dans les pays du Sud. En outre, la *Defense Advanced Research Projects Agency*

(DARPA, Agence pour les projets de recherche avancée de défense) vient d'ouvrir un service des technologies biologiques pour développer sans tarder de nouveaux combustibles, produits chimiques et pharmaceutiques et matériels de défense, susceptibles d'être appliqués à la guerre biologique.

Les biotechnologues disposent maintenant de toute une série de nouveaux outils de biologie synthétique, très risqués et absolument pas réglementés, qui portent des noms tels que « CRISPR », « interférence par ARN » et « doigts de zinc ». Ils permettent de réaliser des manipulations et des réarrangements drastiques du patrimoine génétique des organismes vivants, bien au-dessus et au-delà de tout ce qui était possible ou même imaginable, et à un rythme beaucoup plus rapide.

Parmi d'autres nouveaux objectifs à l'horizon, les chercheurs visent à développer « l'édition génomique » et les techniques dénommées « *gene drive* », dans le but de forcer de nouveaux gènes à se propager dans la nature. Ils ont mis au point des techniques d'« évolution dirigée » et travaillent à « améliorer la photosynthèse ». D'autres fabriquent des microbes synthétiques pour extraire le « gaz de souche » ou pour sécréter des lubrifiants de forage pour la fracturation hydraulique. Les biotechnologues ont produit des bactéries *E. coli* transgéniques pour extraire du propane,[2] des levures pour extraire de la morphine,[3] des micro-algues pour faire jaillir de l'éthanol, des produits chimiques pour la fabrication de plastiques, et une grande variété d'autres produits chimiques industriels.

AquaBounty essaie d'obtenir le permis de commercialiser un saumon GM, et les généticiens s'amusent à créer des poulets sans plumes,[4] des chèvres qui donnent du lait médicinal et des poules à tête de dinosaure.[5] D'autres cherchent à faire ressusciter par des moyens technologiques[6] des espèces disparues, ou comptent tirer profit de variétés brevetées de semences résistantes au changement climatique. Dans des garages et des arrière-salles, des bricoleurs insèrent dans des microbes des séquences d'ADN commandées par e-mail,[7] proposent des plantes luminescentes[8] en échange de dons de démarrage et s'évertuent à extraire du lait de vache[9] de la levure. Les biotechnologues des arbres produisent des arbres transgéniques sur mesure[10] pour réaliser les rêves des industries de la pâte à papier et de la biomasse. Des micro-algues synthétiques sécrètent les ingrédients de crèmes pour le visage et le parfum vanille est extrait d'une levure,[11] tandis que les producteurs de vanille ferment boutique. Les chercheurs ont même réussi à appliquer des techniques d'édition génomique sur des embryons humains,[12] accroissant ainsi la possibilité de créer des bébés sur mesure.

Des techniques innovantes, des organismes nouveaux, d'autres horizons et de nouvelles frontières pour gagner de l'argent. Pour quelques-uns, les perspectives sont grisantes. Pour beaucoup d'autres, elles sont terrifiantes. L'échelle et la portée de la biotechnologie ont explosé et, ce faisant, certaines limites ont été transgressées.

Nous voilà donc au milieu d'un tourbillon de nouvelles techniques, nouveaux organismes, nouveaux soucis et nouveaux risques potentiels, tandis que les pressions, le financement et les incitations pour concevoir et produire la nouvelle « bio-économie » augmentent sans cesse.

Ces outils sont si puissants qu'ils nous permettent de créer, de recréer, de ressusciter et de redessiner des formes de vie qui ont évolué sur la planète pendant des millions d'années. Mais le font-ils vraiment ? Peut-être ce qu'ils font c'est nous rendre capables d'un gâchis sans nom. La vie est quelque chose d'extraordinaire et de sacré, elle est pleine de mystère et de surprises. On ne peut pas la transporter dans un laboratoire pour la déformer, la manipuler et la recoder au profit de l'économie industrielle humaine et des bénéfices des transnationales. Nous devons reconnaître avec humilité que nous ne pouvons pas contrôler les gènes, leur expression ou leur évolution dans le temps. La nature est complexe, embrouillée et imprévisible, et en plus elle a le droit de faire les choses à sa façon, d'avoir sa propre place dans la création et de suivre sa propre voie dans son évolution future.

Derrière la poussée « bio-économique » est le mythe que la biomasse des plantes est « neutre en carbone ». Ce qu'on raconte, c'est que les arbres et les plantes que l'on plantera vont croître et absorber un volume de carbone équivalent à celui qui sera libéré quand on les coupera pour les transformer en combustibles. L'industrie et les décideurs politiques ont perpétué ce mythe, en dépit du fait que les chercheurs et les mouvements sociaux ont, à maintes reprises, démontré le contraire. Par exemple, les arbres que l'on coupe pour les brûler et produire de l'électricité libèrent au cours de ce processus encore plus de CO_2 que le charbon (par unité d'énergie), et cela, sans tenir compte de la perte de forêts comme puits de carbone, des émissions dues au changement d'affectation des sols ou de celles qu'impliquent la récolte et le transport. De même, quand on les analyse dans tous leurs aspects, les biocarburants de transport tels que l'éthanol de maïs ou le biodiesel d'huile de palme contribuent au changement climatique plutôt que de réduire les émissions. Néanmoins, on continue de les considérer comme efficaces pour diminuer les émissions ou, de façon encore plus générale, comme « neutres en carbone ». Il n'est donc pas surprenant que l'industrie énergétique se trouve en tête dans la ruée vers cette « bio-économie ».

C'est à partir de cette idée erronée que, dans des instances internationales comme les conférences de l'ONU sur le climat, on réclame des émissions « zéro net », et que la bio-énergie avec « captage et stockage de carbone » (BECCS), une méthode relevant de la géo-ingénierie, est présentée comme un moyen de retirer du CO2 de l'atmosphère. Cette idée est fondée sur la supposition que toute bio-énergie est neutre en carbone, et que quand les émissions sont captées et stockées quelque part dans le sous-sol elles deviennent « négatives en carbone ». Les géo-ingénieurs climatiques affirment que, appliquée à une très grande échelle, cette technique pourrait résoudre le problème de la pollution atmosphérique. Le GIEC a même inclus le BECCS dans les scénarios qu'il considère dans son dernier rapport d'évaluation (sur l'atténuation).[13] Leur argument est que le BECCS ou d'autres technologies « négatives en carbone » rendent acceptable un « dépassement » des trajectoires des émissions, parce qu'on pourra ensuite « nettoyer » l'excès de CO2. Ces solutions techniques ne tiennent aucun compte du fait que la bio-énergie n'est jamais « neutre en carbone » et que, par conséquent, elle ne peut jamais devenir « négative ». Il serait absolument désastreux de développer la bio-énergie à grande échelle à partir de notions aussi fausses.

L'idée de manipuler et de modifier génétiquement des arbres, des microbes et d'autres formes de vie pour répondre à la demande insatiable de carburants, de produits chimiques et de matériaux, est dépourvue de toute morale. La mentalité arrogante et réductionniste qui considère la nature comme quelque chose à manipuler à des fins commerciales ignore absolument les liens profonds, complexes et beaux de tous les êtres vivants entre eux, résultat de l'évolution de notre patrimoine génétique commun.

1 Rachel Smolker est titulaire d'un doctorat en biologie; elle a travaillé pendant de nombreuses années comme zoologue, pour se tourner ensuite vers l'activisme climatique. Elle est codirectrice de Biofuelwatch et membre du conseil d'administration de la Global Forest Coalition.

2 http://blogs.scientificamerican.com/plugged-in/researchers-produce-propane-using-e-coli-bacteria/.

3 http://www.pbs.org/newshour/updates/brewers-yeast-morphine-sugar/.

4 http://www.reuters.com/news/picture/genetically-modified-animals?articleId=USRTXTZ7A.

5 http://www.bbc.com/earth/story/20150512-bird-grows-face-of-dinosaurhttp://www.bbc.com/earth/story/201.

6 http://www.ted.com/talks/stewart_brand_the_dawn_of_de_extinction_are_you_ready.

7 http://parts.igem.org/Help:An_Introduction_to_BioBricks.

8 http://www.etcgroup.org/kickstopper.

9 http://www.wired.com/2015/04/diy-biotech-vegan-cheese/.

10 http://stopgetrees.org/.

11 http://www.foe.org/projects/food-and-technology/synthetic-biology/No-Synbio-Vanilla.

12 http://www.nature.com/news/chinese-scientists-genetically-modify-human-embryos-1.17378.

13 IPCC, Climate Change 2014, Mitigation of Climate Change.

15 LA BIOÉNERGIE INDUSTRIELLE, UNE SOLUTION FAUSSE ET DANGEREUSE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Almuth Ernsting

Quand on pense aux objectifs en matière d'énergie renouvelable, on pense en général à des turbines éoliennes et des panneaux solaires ; or, du moins dans l'UE et aux États-Unis, la cheminée d'une centrale électrique en serait une image plus représentative. Dans l'UE, deux tiers de ce qu'on qualifie d'énergie renouvelable proviennent de la combustion de biomasse et de déchets.[1] Aux États-Unis, la bioénergie représente plus de 49 % de « l'énergie renouvelable », l'énergie éolienne 17 % et l'énergie solaire 4 % ; le reste correspond aux barrages hydroélectriques.[2]

La bioénergie comprend des carburants liquides, comme le biodiesel, fabriqué surtout avec de l'huile de colza, de soja et de palme, et l'éthanol, fait avec du sucre ou des céréales. Les biocarburants sont utilisés surtout dans les voitures et dans d'autres véhicules mais, dans certains pays (l'Italie, par exemple) on les brûle aussi dans des centrales électriques et dans celles qui produisent simultanément de l'électricité et de la chaleur. La plupart de la bioénergie provient de la combustion de bois. Grâce au subventionnement, les fours et les chaudières à bois ont proliféré en Europe et aux États-Unis. En plus, de nombreuses centrales électriques sont conçues maintenant pour brûler du bois et des volumes plus faibles d'autres sortes de biomasse, comme la paille.

Néanmoins, les plus grands consommateurs de bois sont les centrales électriques au charbon : au Royaume-Uni, la plus grande centrale électrique, celle de Drax, est partie pour brûler les *pellets* fabriqués avec 14 millions de tonnes de bois par an, soit 27 % de plus que la production annuelle de bois du pays.[3] La centrale de Drax brûle déjà davantage de bois que n'importe quelle autre au monde ; néanmoins, elle continue de brûler plus de charbon que toute autre centrale électrique du Royaume-Uni, et d'autres opérateurs de centrales au charbon consomment également, ou visent à consommer, d'énormes volumes de bois.

Au plan mondial, le panorama est un peu plus compliqué. La plupart de l'énergie non fossile et non nucléaire du monde provient de la combustion de biomasse, de bois en particulier, mais celle-ci est généralement considérée comme de la biomasse « traditionnelle » plutôt que « moderne ». Les agences internationales et le grand partenariat public-privé « Énergie durable pour tous » ont tendance à considérer toute la biomasse traditionnelle comme non durable et non renouvelable. Cela comprendrait le bois ou les bouses que brûlent les femmes pour faire la cuisine, à moins qu'elles n'utilisent une cuisinière « moderne ». Dans une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui soutient l'initiative Énergie durable pour tous, une seule source d'énergie est classée comme inquiétante : la biomasse traditionnelle pour cuisiner et chauffer.[4] La logique erronée de cette initiative n'exclut même pas la possibilité de soutenir l'utilisation de charbon. Quant à « l'énergie renouvelable moderne », l'énergie hydroélectrique dépasse encore la bioénergie dans le monde entier. Or, comme le réseau International Rivers et bien d'autres l'ont montré il y a longtemps, les impacts des grands barrages hydroélectriques sur les communautés et les écosystèmes peuvent être dévastateurs, et leurs émissions de gaz à effet de serre (du méthane surtout) peuvent être aussi importantes que celles des centrales électriques au charbon.[5] Pourtant, à l'exemple de l'UE et des États-Unis, on continue de promouvoir dans le monde entier la bioénergie « moderne » ou industrielle.

Les effets souvent dévastateurs des biocarburants sont bien connus. Bien plus de 30 millions d'hectares de terres sont affectés partout à des plantations industrielles de produits agricoles et d'arbres destinés à produire de la matière première pour les biocarburants.[6] Quelques-unes de ces terres nourrissaient auparavant des écosystèmes très riches en biodiversité, comme les forêts tropicales des tourbières d'Indonésie et de Malaisie (foyers de peuples autochtones et d'autres peuples tributaires des forêts), ou comme ce qui restait des prairies des États-Unis. Certaines ont été confisquées à des communautés de petits agriculteurs, de gardiens de troupeaux ou à d'autres encore. Et dans bien des cas, on a tout simplement détourné l'huile végétale, le sucre et les céréales des marchés d'aliments. Parmi les impacts directs figurent l'augmentation

de l'application de pesticides, la pollution et la diminution des réserves d'eau douce, la perte de biodiversité et l'érosion du sol.

Cependant, les effets des biocarburants se font sentir bien au-delà de ces 30 millions d'hectares. D'abord, ce qu'on appelle le « changement indirect d'affectation des sols » pose des problèmes réels. Il s'agit de terres qui produisaient des aliments tels que les céréales ou les légumes, et qui ont été transformées en zones de production de biocarburants. Dans ces cas, les prix montent et, ailleurs, des forêts ou d'autres écosystèmes sont éliminés pour « remplacer » la production d'aliments ou de fourrage. En outre, les biocarburants associés, directement ou indirectement, à la destruction des forêts et d'autres écosystèmes sont en général plus mauvais pour le climat que des quantités équivalentes de combustibles fossiles, du moins quand on les considère sur une période de quelques décennies.

Un autre grand problème qui se pose est que la perspective d'une augmentation permanente de l'emploi de biocarburants encourage la spéculation foncière. Selon ActionAid, en mai 2013 les investisseurs européens avaient déjà acheté 6 millions d'hectares en Afrique sub-saharienne pour la production de biocarburants.[7] Pourtant, en Afrique la production de biocarburants et les exportations de matières premières pour leur production restent minimes. Il paraît que la promesse de bénéfices découlant des biocarburants a surtout servi à pousser à investir dans l'accaparement de terres à des fins tout à fait différentes et même purement spéculatives. Mais si ces projets de biocarburants sont souvent fictifs, les appropriations foncières effectuées en leur nom sont bien réelles et provoquent l'expulsion de communautés, la perte de leur souveraineté alimentaire, l'aggravation de la faim et de la malnutrition, et l'accaparement d'eau. Et finalement, la demande croissante de biocarburants s'ajoute à la spéculation en produits alimentaires et autres produits agricoles pour causer une plus forte instabilité des prix comme, par exemple, la montée en flèche des prix mondiaux des aliments en 2008 et 2012.

Presque tous ces effets dévastateurs peuvent être attribués au subventionnement des biocarburants, sous la forme de quotas, d'objectifs contraignants et de dégrèvements fiscaux, c'est-à-dire à des marchés artificiels. La région la plus fortement responsable du commerce mondial de biocarburants est l'UE, qui s'est fixé à l'horizon 2020 l'objectif d'utiliser 10 % « d'énergie renouvelable pour le transport », c'est à dire surtout des biocarburants. Or, malgré les forts impacts des biocarburants, leur part dans les carburants pour le transport n'est que de 2-3 %.[8]

Environ trois ans après le lancement de ces politiques désastreuses, l'UE et l'Amérique du Nord semblent décidées à répéter l'expérience avec la bioénergie à base de bois (biomasse). Les entreprises énergétiques et les producteurs de *pellets* de bois sont en train de créer un nouveau marché mondial des *pellets*, tandis que le commerce mondial (ou, le plus souvent, régional) de copeaux de bois se « diversifie » au profit du marché de la bioénergie mais aussi de marchés plus traditionnels, comme ceux de la pâte à papier et des panneaux de particules.

Les effets négatifs de la bioénergie industrielle à base de bois sont très semblables à ceux des biocarburants liquides et, dans les deux cas, il s'agit de marchés largement artificiels, c'est-à-dire créés et soutenus par des subventions directes et indirectes. Ils présentent cependant deux différences importantes :

Premièrement, les entreprises énergétiques et leurs fournisseurs (par exemple, les fabricants de *pellets*), obtiennent du bois directement de l'exploitation de forêts naturelles et des plantations industrielles d'arbres. En fait, de nombreuses entreprises énergétiques préfèrent les *pellets* fabriqués avec des arbres à bois dur et à croissance lente à ceux qui sont faits avec le bois des plantations d'arbres à croissance rapide ou avec des chutes de scierie. En particulier, les centrales au charbon ont tendance à utiliser les *pellets* de meilleure qualité. C'est pourquoi les forêts marécageuses de feuillus – l'un des écosystèmes tempérés les plus riches en biodiversité du monde – qui restent dans le sud des États-Unis sont maintenant coupées à blanc pour faire des *pellets* et les exporter en Europe (surtout pour la centrale Drax du Royaume-Uni).[9]

Deuxièmement, à la différence du commerce mondial des biocarburants, les échanges de bioénergie à base de bois sont presque entièrement Nord-Nord, et rien ne semble indiquer que cela puisse changer dans un proche avenir. La seule exception est le commerce intra-asiatique, bien plus petit, où la Corée du Sud importe des *pellets* des pays du sud-est, et surtout du Vietnam. Les principaux exportateurs mondiaux de *pellets* sont le sud des États-Unis et le Canada, et ils dépassent de loin toute autre région exportatrice parce qu'ils disposent

d'énergie bon marché (la transformation du bois en *pellets* consomme énormément d'énergie), et que leurs normes sur l'exploitation forestière sont peu contraignantes ou inexistantes. Par conséquent, les répercussions sur les pays du Sud des politiques en matière de biomasse des pays du Nord sont presque entièrement indirectes, sans qu'elles soient pour autant moins graves. Et tout comme les politiques européennes sur les biocarburants ont été utilisées par des investisseurs spéculatifs pour légitimer et financer l'appropriation foncière en Afrique sub-saharienne, le battage publicitaire autour des politiques européennes sur la biomasse commence à être exploité par des entreprises pour accélérer leur accaparement de terres dans tout le continent africain.[10]

Les politiques et les investissements concernant les biocarburants et, à présent, la biomasse à base de bois, découlent de la convergence de divers intérêts : ceux des entreprises énergétiques, des agro-industries, des exploitants forestiers, des planteurs d'arbres, des spéculateurs fonciers et d'autres encore. Ils mettent à profit les choix politiques de divers gouvernements. Or, les accords et les instruments de la CCNUCC ont favorisé ces mauvais choix.

En effet, dans les normes concernant les rapports que les pays membres adressent à la CCNUCC, les émissions des cheminées ou des tuyaux d'échappement associées à la bioénergie ne sont pas prises en compte. Les centrales électriques à biomasse, par exemple, émettent par leurs cheminées jusqu'à 50 % plus de CO_2 par unité d'énergie que les centrales au charbon, mais les gouvernements rapportent que leurs émissions de carbone sont nulles. Ces émissions doivent faire partie des émissions dues au LULUCF (utilisation des terres, changement d'utilisation des sols et exploitation forestière), bien que les normes de comptabilisation du secteur aient été fortement critiquées par les organisations de la société civile. Néanmoins, même si on améliorait ces normes, la situation serait telle que l'UE, par exemple, pourrait déclarer des « économies en carbone » dues à l'utilisation de davantage de carburants d'huile de palme dans les voitures, tandis que les pays producteurs de cette huile de palme, comme l'Indonésie, seraient déclarés coupables des émissions dues au déboisement effectué pour planter les palmiers. D'autre part, les projets de biomasse et de biocarburants dans les pays du Sud ont été approuvés dans le cadre du Mécanisme de développement propre, tandis que l'UE considère toutes les bioénergies comme « neutres en carbone » dans le cadre du Système européen d'échange d'émissions.

Tant que la bioénergie industrielle sera considérée comme renouvelable, dans l'UE et ailleurs, l'adoption d'objectifs plus importants en matière d'énergie renouvelable se traduira par davantage d'appropriation foncière, de destruction des forêts, de perte de biodiversité et même d'émissions de gaz à effet de serre. Et dans le cadre de ces objectifs, les biocarburants et les *pellets* de bois continueront de concurrencer, non pas les combustibles fossiles, mais l'énergie éolienne et solaire (dont l'empreinte carbonique et foncière est bien plus faible). Il en est de même pour les grands barrages hydroélectriques, faussement décrits comme sources d'énergie renouvelable. Tant que la définition d'énergie renouvelable restera aussi erronée qu'elle l'est à présent, les activistes pour la justice climatique devront éviter de réclamer « davantage de renouvelables » sans autre précision. Les militants et les mouvements sociaux ont besoin de se mettre d'accord pour lutter ensemble contre les sources d'énergie destructrices, et avec les communautés concernées, qu'elles soient victimes des mines de charbon, de la fracturation hydraulique, des centrales à biomasse et des incinérateurs de déchets polluants, ou de l'accaparement de terres et la destruction des forêts pour la production de bioénergie.

1 Eurostat.

2 US Energy Information Administration.

3 http://www.biofuelwatch.org.uk/axedrax-campaign/.

4 http://www.se4all.org/wp-content/uploads/2013/10/GA-resolution-A-67-215-SE4ALL-DECADE.pdf.

5 http://www.internationalrivers.org/.

6 Voir http://www.europarl.europa.eu/intcoop/empa/pdf/energie_draft_report_biomasse_plus_amendments_en.pdf (mais sans oublier que cela date de 2007; depuis, la consommation européenne et mondiale de biocarburants a considérablement augmenté).

7 http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/adding_fuel_to_the_flame_actionaid_2013_final.pdf.

8 http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/biofuels_roadmap_web.pdf.

9 www.dogwoodalliance.org.

10 http://www.biofuelwatch.org.uk/2014/biomass-landgrabbing-report/.

16 POUR S'ÉVADER DE LA PRISON NÉOLIBÉRALE DU 20e SIÈCLE : QUE DOIVENT FAIRE AU 21e SIÈCLE LES ORGANISATIONS POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE AVEC LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT ?

Sarah Bracking et M. K. Dorsey[1]

La réflexion dominante sur la gestion du changement climatique est gouvernée par l'idéologie néolibérale et enfermée dans les cadres politiques néolibéraux. Ainsi, la primauté est accordée à des solutions aux vues étroites, axées sur la spéculation, bien que rien ne prouve que les problèmes climatiques puissent être résolus par des moyens financiers, et malgré les preuves, accumulées depuis plus d'une décennie, que les approches financières peuvent même être contre-productives.[1]

La politique de la financiérisation est omniprésente dans de nombreux domaines de la politique environnementale, comme l'échange d'émissions ou la compensation de biodiversité, mais contribue très peu à prévenir une catastrophe climatique. Au mieux, elle donne l'illusion qu'on s'en soucie, par un discours qui provient d'institutions supranationales traditionnelles comme les Nations Unies, et de nouvelles structures institutionnelles comme le Fonds vert pour le climat (GCF, *Green Climate Fund*).

Le mode de fonctionnement du GCF fut approuvé le 11 décembre 2011 par la Conférence des parties à la CCNUCC (COP) qui eut lieu à Durban.[2] Il fut conçu comme un moyen d'orienter la finance du climat vers des « voies de développement à faible taux d'émissions » ; il serait susceptible d'obtenir des sommes beaucoup plus importantes que celles réunies jusqu'alors, et de subventionner ou prêter de l'argent aux secteurs public et privé en même temps, tout en générant des fonds provenant de ces mêmes secteurs. Il fut conçu comme une entité opérationnelle du mécanisme financier de la Convention.

Depuis, stimulées par de petites « victoires » concernant le vote, la participation, la consultation et les contributions lors des réunions du conseil de direction, des convocations et des conférences, les organisations de la société civile (OSC) ont investi beaucoup d'efforts et d'énergie dans le GCF, ce qui, inévitablement, les empêche de s'occuper d'autres problèmes et institutions qui pourraient arriver à de meilleurs résultats dans la lutte contre le changement climatique. Pourtant, ce coût d'opportunité est rarement discuté.

L'année dernière, par exemple, les OSC ont travaillé pour attirer vers le GCF des fonds publics et privés, en coopération avec les membres du conseil de direction et du secrétariat, et en leur nom. Elles ont collaboré aussi à la rédaction de documents techniques et aidé les organisations à obtenir leur accréditation. Leur contribution a porté sur la cadre d'investissement, les sauvegardes, l'éthique et l'intégrité, les objectifs, les procédures de vote et la préparation des pays, parmi bien d'autres choses.

Or, dans la pratique, à la suite de la crise financière mondiale, on pourrait soutenir que certaines sources de financement contribuent directement à aggraver la crise climatique. Les fonds que l'on investit dans le secteur des combustibles fossiles en sont l'exemple le plus évident. D'autres fonds et gestionnaires de capital offrent des « solutions climatiques », mais fournissent simultanément des ressources financières à de gros émetteurs de carbone. La Banque mondiale appartient à cette catégorie, ainsi qu'un nombre important de banques de développement et de grandes banques privées, et même le GCF qui, au moment où cet article est rédigé, est en train d'investir dans les combustibles fossiles. Il est significatif que la Banque mondiale ne conteste que le volume de ses investissements dans des activités polluantes ; elle n'a jamais nié ces investissements, ni publié de déclaration sur son intention de ne plus investir dans l'industrie pétrolière. Un nombre important des 20 entités accréditées auprès du GCF (jusqu'en juillet 2015) appartiennent à la catégorie des pollueurs.

À ce jour, les protocoles du cadre d'investissement du Fonds vert pour le climat restent clôturés dans un mécanisme du secteur privé qui est loin d'être transparent. En matière d'investissements, les directeurs du GCF ne sont responsables que d'objectifs généraux et d'éventuels contrats d'investissements dérivés pour lesquels il suffira de faire de vagues références à des « zones prioritaires » mal définies.

En termes techniques, le GCF est un « fonds de fonds » : il utilise un modèle de dépenses surtout basé sur l'atténuation, il applique des indicateurs et des techniques d'évaluation basés sur le financement privé, et il va générer des subsides pour les énergies polluantes. En plus, le GCF utilisera des fonds offshore supervisés par des gestionnaires de fonds d'investissement privé recommandés aux décideurs sur la base des dépenses du portefeuille, qui seront distribuées en utilisant des entités multilatérales comme évaluateurs payants. En termes moins techniques, le GCF est trouble.

Le Fonds vert pour le climat a-t-il pris en otage les activistes de la société civile ?

Le GCF promet une réforme progressive concernant le retrait stratégique, le changement structurel et le besoin d'une réglementation efficace.[3]

Selon ses propres mots, le Fonds vert pour le climat « permettra d'accéder au financement de façon facile et directe, ses activités seront fondées sur une approche par pays, et il favorisera la participation des parties prenantes concernées, dont les groupes vulnérables, en prenant en considération les questions de genre ».[4] Cette approche est codifiée selon la terminologie des « meilleures pratiques internationales », tandis que l'on fait vaguement référence à des notions telles que « approche par pays » et « parties prenantes concernées » quand il s'agit de montrer comment est négociée, et par qui, la politique sur le changement climatique.

Pourtant, lorsque les OSC discutent sur l'obtention de fonds pour le GCF et assistent celui-ci dans la recherche d'engagements dans ce sens, aucune analyse empirique ne montre si la dépense de ses fonds se traduirait par un progrès vers une économie moins polluante, ou si en soutenant cette structure nous ne retarderions pas l'adoption du type de changements qu'il faut pour résoudre vraiment le problème.

Les liens entre les marchés, la finance climatique, les dépenses et la destruction environnementale sont très forts. L'échange d'émissions est l'incarnation de cette crise. Dans les paroles d'un reporteur, « Le commerce du carbone est un cadavre gonflé qu'il faut monter dans un corbillard et emporter à toute allure, avant qu'il n'empoisonne les initiatives d'investissement authentique ».[5]

La folle conception du Fonds vert pour le climat

Conçu comme une entité chargée du fonctionnement du mécanisme financier de la CCNUCC, l'instrument directif du GCF utilise des notions telles que « changement de paradigme pour un développement résistant au climat », « appropriation par les pays » et même « finance du climat », sans en donner des définitions précises et avec peu de précédents internationaux, qu'ils soient juridiques ou institutionnels.

Le cadre d'investissement approuvé lors de la septième réunion du GCF à Songdo, en mai 2014, accorde la priorité aux prérogatives du secteur privé. Tout en s'engageant à diviser son portefeuille à parts égales entre l'adaptation et l'atténuation, « avec le temps », le document promet aussi « une allocation considérable au Fonds pour le secteur privé », sans qu'il soit clair si cette allocation sera définie avant ou après avoir calculé les montants de la division à parts égales.[6]

À cette septième réunion, le « potentiel pour le changement de paradigme » ressemblait beaucoup aux définitions qu'on donnait à la fin du 20e siècle des effets « catalytiques » et « démonstratifs » de la finance du développement. Ces effets suggèrent que les fonds publics peuvent catalyser l'apport de fonds du secteur privé en montrant qu'il s'agit d'une « bonne idée », « facile à adapter » pour « l'appliquer ailleurs », une source de « connaissances et d'apprentissage » et une manière de contribuer à créer un « environnement favorable ».[7]

La mobilisation de ressources commença au début de juillet 2014, avec l'objectif d'obtenir une capitalisation d'entre 10 et 15 milliards USD et de commencer les opérations en novembre 2014. Néanmoins, en juin 2014 le représentant de l'Inde et d'autres encore remarquèrent à Bonn, lors de la réunion du Groupe spécial de travail pour une action renforcée sur la plate-forme de Durban, qu'en l'absence d'une définition formelle de termes tels que « finance du climat » et « additionnalité », la fongibilité financière,

ou le reclassement de l'aide officielle au développement (AOD), restait problématique. Comment savoir si les fonds étaient « additionnels » ou s'il ne s'agissait que de l'AOD reclassée ? La comptabilisation des promesses, des engagements, des fonds adjugés ou dispersés devient encore plus complexe à cause de la confusion concernant les différences entre les diverses catégories, et des 'enroulements' sur eux-mêmes ou entre eux.

En tant que fidéicommissaire, la Banque mondiale devint l'incarnation des « meilleures pratiques internationales » et influa sur la conception de plusieurs procédés opérationnels à partir des fonds préexistants ; quelques critères timides du FMI au sujet de la sauvegarde furent adoptés en mai 2014, à titre provisoire, pour une période d'au moins trois ans.

Or, le terme « meilleure pratique internationale » ne permet pas d'entrer dans le détail des opérations spécifiques au GCF. Par exemple, il n'existe pas de normes de comptabilisation pour la finance du climat ou du développement, et les méthodes de sauvegarde et d'évaluation de l'impact employées à l'heure actuelle par les institutions de crédit au développement ,auxquelles les fonds pour le climat s'adresseraient pour leurs emprunts, sont faibles et problématiques, y compris celles du système du FMI.[8] Leurs modalités d'investissement et d'affaires sont basées sur une même méthodologie, celle de certains 'experts' internationaux sélectionnés sur des critères non transparents dans le monde des finances.

En bref, le GCF est devenu un fonds de placement privé, collectif et trouble, que le public n'a pas le droit d'examiner suffisamment à fond, agrémenté d'un pare-feu qui empêche de connaître les rapports entre ce qu'il faut pour empêcher un changement climatique catastrophique et ce que le capital est disposé à faire dans ce sens.[9]

Un spectacle non performant ?

Deux conclusions sont devenues claires depuis que le GCF 'existe' : d'une part, la gestion et les dépenses allouées au changement climatique entre 2009 et 2014 n'ont pas été performantes (les membres de l'OCDE n'ont dépensé dans ce domaine, pendant l'exercice budgétaire 2013 – 2014, que la somme dérisoire de 9 milliards USD) ; d'autre part, les OSC travaillant sur le GCF se sont enfermées dans des engagements techniques complexes qui épuisent leur temps et leur argent mais qui contribuent à faire de la protection de l'environnement un spectacle anodin.[10]

L'inefficacité de la gestion du changement climatique doit être notre point de départ au moment d'accroître notre influence et notre pouvoir de traction au plan mondial. À cet égard, il est malheureux que tant d'observateurs préfèrent cerner le problème comme le feraient de nombreux néolibéraux, non pas comme une question d'inégalité de pouvoir et d'absence de démocratie mais comme un problème temporaire de mise en œuvre, de capacité ou de ressources. L'absence de résultats convient aux puissants, que nous voyons en attitude 'antipolitique', où l'apparence d'inquiétude et de préoccupation a remplacé la mise en œuvre réelle de politiques et d'actions gouvernementales bénéfiques. En fait, dans les pays puissants membres du GCF, les grandes entreprises et les banques ont pris le contrôle de la finance climatique et empêché sa réalisation. Malheureusement, à ce jour l'activité de la plupart des OSC ne porte pas directement sur la poursuite de la justice écologique, notamment parce que les technologies qu'elles contribuent à élaborer sont des moyens de légitimation qui ont très peu de rapports avec la science. L'incidence des modalités de fonctionnement sur les éventuelles décisions d'investissement et leurs principaux résultats est inconnue également, puisque la flexibilité innée du GCF permet aux membres du conseil d'être assez généreux au moment d'engager des ressources, notamment en raison de la non-fixité des catégories et des concepts principaux, et du caractère amorphe et trop général de tout ce qui concerne la surveillance, l'évaluation et les résultats.

En bref, plusieurs aspects de l'activité actuelle des OSC sont problématiques. Premièrement, le temps et l'énergie dépensés ne sont pas consacrés au renforcement de mouvements nationaux qui visent à modifier les politiques environnementales de leurs pays et le comportement des représentants nationaux auprès des structures supranationales. Deuxièmement, leur foi excessive, et pas très bien justifiée, dans la capacité des structures supranationales de changer notre avenir conspire contre les efforts pour construire nous-mêmes cet avenir, quotidiennement et dès maintenant. Troisièmement, la participation au GCF et même

tout le processus des négociations sur le climat portent les gens à croire que le problème du changement climatique est d'ordre financier, et qu'on pourra le résoudre si on dispose de davantage d'argent. Il en découle un alignement gênant sur le pouvoir des grandes entreprises, où les OSC rejoignent le chœur de ceux qui demandent des ressources fiscales à des États qui, souvent, ont beaucoup de mal à financer leur propre assistance sociale. Ou bien, elles rejoignent ceux qui essaient de persuader les grandes entreprises de fournir des ressources financières. Dans un cas comme dans l'autre, le piège réside dans le langage de la financiérisation. Il arrive un point où il vaut mieux s'arrêter et considérer un nouveau système ou, dans notre cas, un mode de vie entièrement nouveau, conçu pour vivre avec des technologies tout à fait différentes.

À cet égard, la première condition requise est un gouvernement démocratique capable d'agir pour la science et pour les besoins des peuples, aux plans national et international, afin d'aider les communautés à vivre différemment ; cette condition requiert de l'existence d'un mouvement politique basé sur le peuple. Il faut réaligner les interventions sur les mouvements politiques, les portant au-delà et à l'extérieur des rapports avec l'élite financière. Comme disait avec regret l'écrivain Quincy Saul, « Il faut arrêter de courir après la classe dirigeante… Quand allons-nous cesser de sautiller de conférence en conférence, de bâtir une grande pagode et de monter 'la tente populaire des alternatives' ? » D'après Saul, ce qu'il faut c'est « construire nos propres bases autonomes de résistance et de préfiguration ».[11] Nous avons besoin aussi d'une analyse critique réaliste de ce que le Fonds vert pour le climat peut et ne peut pas faire : il n'est pas très 'vert', son 'climat' est favorable aux entreprises et ses 'fonds' ne sont pas là. D'ailleurs, s'il avait de l'argent il nous laisserait encore plus coincés dans une gestion du changement climatique trop lente et insuffisante.

1 S. Bracking est professeur à l'Université de KwaZulu-Natal, Durban, Afrique du Sud, et à Université de Manchester, Royaume-Uni. M. K. Dorsey est membre de droit du Club de Rome.

2 Voir aussi : Taibbi, M. (2011). Griftopia: a story of bankers, politicians, and the most audacious power grab in American history. Édition actualisée et complétée. New York: Spiegel & Grau; Fulcher, J. (2004). Capitalism: a very short introduction. Oxford [England] ; New York: Oxford University Press.

3 Green Climate Fund (GCF) (2012), Governing Instrument for the Green Climate Fund, disponible sur http://gcfund.net/fileadmin/00_customer/documents/pdf/GCF-governing_instrument-120521-block-LY.pdf [Page consultée le 9 novembre 2013].

4 Bracking, S. (2015), "The Anti-Politics of Climate Finance: The Creation and Performativity of the Green Climate Fund", Antipode, 47, 2, pages. 281-302.

5 GCF. http://www.gcfund.org/about/the-fund.html. Page consultée le 30 juin 2015.

6 Lohmann, L (2009), "Climate as Investment," Development and Change, 40(6), pages 1063-1083.

7 GCF (2014), Investment Framework, disponible sur http://gcfund.net/fileadmin/00_customer/documents/MOB201406-7th/GCF_B07_06_Investment_Framework140509__fin_20140509.pdf.

8 GCF (2014), Investment Framework, disponible sur http://gcfund.net/fileadmin/00_customer/documents/MOB201406-7th/GCF_B07_06_Investment_Framework140509__fin_20140509.pdf.

9 Bracking, S. et Ganho, A. (2011), Investing in Private Sector Development: What are the Returns? A review of development impact evaluation systems used by development finance institutions in Europe, Norwegian Church Aid, Oslo, 6 june, 2e édition. http://www.kirkensnodhjelp.no/en/About-NCA/Publications/Reports/report-on-investing-in-private-sector-development/.

10 Igoe, J. (2014), "Firewall", dans: Fredriksen A., Sarah Bracking, Elisa Greco, James J. Igoe, Rachael Morgan et Sian Sullivan, "A conceptual map for the study of value: An initial mapping of concepts for the project 'Human, non-human and environmental value systems: an impossible frontier?", LCSV working Paper Series N° 2, disponible sur http://thestudyofvalue.org/wp-content/uploads/2013/11/WP2-A-conceptual-map.pdf.

11 Organisation of Economic Cooperation and Development (OECD) (2013), Aid Activities targeting environmental objectives, statistics, disponible sur http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=RIOMARKERS [page consultée le 26 avril 2013]. Voir aussi: Igoe, J. (2013), "Nature on the Move II: Contemplation Becomes Speculation", New Proposals: Journal of Marxism and Interdisciplinary Inquiry, 6, 1-2, 37-49.

12 Saul, Q. et J. S. Castro (2015), "A Discussion with Quincy Saul: On Climate Satyagraha", Counterpunch, 10-12 avril, disponible sur http://www.counterpunch.org/2015/04/10/on-climate-satyagraha/.

CARBON
TRADE
WATCH

AU-DELÀ DE PARIS, D'AUTRES VOIES :

SOLIDARITÉ, MOUVEMENTS ET ACTIONS POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Les négociations internationales sur le changement climatique, qui se poursuivent depuis plus de vingt ans, portent de moins en moins sur l'identification des causes profondes du dérèglement du climat. Les « politiques climatiques » (autrement dit, les politiques économiques) financent les industries et les pollueurs les plus destructeurs, souvent en anéantissant des initiatives authentiquement efficaces qui favorisent la subsistance des communautés et maintiennent les combustibles fossiles sous terre. Tandis que les marchés financiers accroissent leur influence sur les politiques économiques, la « financiérisation de la nature » va plus loin qu'un processus de privatisation, car elle en attribue la gestion aux marchés financiers dont le seul souci est d'accumuler toujours plus de capital.

Les articles que vous trouverez dans les pages suivantes portent sur les années de lutte, de passion et d'engagement pour la justice environnementale, sociale et climatique. Ils ont été rédigés par des activistes, des chercheurs, des érudits, des féministes et des penseurs solides et engagés qui participent à de vastes réseaux de peuples et d'organisations dynamiques, et qui repoussent sans cesse les limites de la quête de la justice. Ce recueil sur la justice climatique tâche de contribuer à mieux faire connaître les causes profondes du changement climatique et à accroître la solidarité internationale, au-delà de la fausseté des pourparlers sur le climat.

Ce rapport est disponible en téléchargement sur
www.carbontradewatch.org/publications/paths-beyond-paris.html

www.carbontradewatch.org

CARBON TRADE WATCH

carbontradewatch@gmail.com